

Anvers - suite

Janvier 1953 - Depuis fin décembre nouveau responsable régional
Le comité régional fonctionne régulièrement
Le comité de parents actif - Ciné club - *Groupe théâtre*
Groupe centre - Deleannheer 32 pionniers 32
possède un local - réunions 2 fois par semaine -
bricolages, chants, danses, théâtre, sorties
tous les dimanches - week-ends assurés à Schilde
Depuis un mois coopération des femmes pour le jeudi
après-midi
Groupe Deurne : Slenders 27 pionniers 27
Réunions 2 fois par semaine - camp permanent à
Kappellen pour week-ends. -
Groupe Kriekskes - Resp. Lode Van Hauwaert
35 pionniers 35
Activité principale - mandolines, propagande
camp permanent à Zandvliet tous les week-ends.
Borgerhout : Rosa Wolf - 17 pionniers 17
Travaille avec Slenders -
Dam - rattaché au groupe Centre - 7 pionniers 7

Isolés : Borsbeek - 10 pionniers 10
Hoboken 10 " 10
Zuid 10 " 10
Brasschaat 8 " 8
Kiel 12 " 12

Aide effective du Parti- Contacts étroits avec la J.P.B.

M a l i n e s Groupe rattaché à la J.P.B. - 12 pionniers 12
Pas de dirigeant actuellement -

Perspectives pour juin 1953

En coopération avec le Rass. des Femmes créer des centres
d'enfants, augmenter les participants aux ciné-clubs
par campagnes dans écoles - Consolider Borgerhout, Kiel,
Dam. Les groupes Centre et Deurne, se sont engagés à
doubler leurs effectifs. Les Kriekskes à recruter 20
pionniers.

REGIONALE DE LA FLANDRE ORIENTALE : resp. Deneef.

Janvier 1952 - A part Ninove où il y avait un contact et 10 pionniers
aucun groupe ne fonctionnait sérieusement. 10
A Gand, seule activité, camp de vacances. (8 pion.) 8

En janvier 1953 - Alost, resp. Deneef + 1 moniteur (depuis
fin juillet) - aide de la section locale - coopération
des femmes pour fête fin d'année - groupe mandolines -
les pionniers se réunissent au local du parti une fois
par semaine - chants, danses et jeux - 33 pionniers
inscrits 33

Grammont: Depuis août - resp. Collins plus sa femme
3 moniteurs - aide du parti, du R.F.P. ainsi que
de la J.P.B. - ont un local et un groupe sports.

Grammont - suite

Un groupe mandolines - théâtre - bricolages -
Réunions 2 fois par semaine - ballades une fois
par semaine - 40 pionniers inscrits

40

Ninove: Le groupe étant tombé, repris par nouveau
responsable - Lauwerys - depuis fin août + moniteur
aide du parti - ont un local - groupe théâtre -
mandolines - bricolages - réunions 2 fois par semaine
ballades. 26 pionniers inscrits

26

Perspectives pour juin 1953

Alost : 60 membres

Grammont 75 "

Ninove 50 "

Gand 30 "

Création de groupes - les séparer de la J.P.B. -
Lokeren - Wetteren et Eecloo - Formation d'un C.I.M.

Janvier 1952 - Gand - rien

Janvier 1953 - Le resp. Vanderstock avait abandonné. Depuis 3
semaines nouvelle responsable Henriette Boelens
aidée par une monitrice - 15 pionniers inscrits
Les pionniers se réunissent au local du parti -
En formation groupe mandolinistes avec la participation
de la J.P.B. - Aide du R.F.P. et de la section
locale du parti.

15

St Amand : janvier 1952 - rien

Janvier 1953 - Resp. Léona Bayens - 11 pionniers
A repris le travail depuis 3 semaines - en contact
avec Gand - 2 réunions par semaine dont une ballade -
aide des camarades de la section.

11

TOURNAI : Responsable Lucien Delcourt -

en 1952 Peu d'activité - la seule : camp chaque année à Flobecq
en 1953 Local à la Mutuelle - réunion une fois par semaine -
jeux chants danses promenades - Coopération R.F.P. et
parti pour fête de fin d'année. Depuis, malgré demandes
répétées et cependant promesses - rien. Aide de la
Mutuelle pour le local - 25 pionniers en règle de coti-
sations.

25

Chercoq 5 pionniers (isolés mais rattachés à Tournai)
Flobecq 6 pion. (isolés)

5

Perspectives : juin 1953

Possibilités d'un centre d'enfants puisque local. Mais
sans coopération des femmes impossible. Notre responsable
actuel étant pris par ses études, n'est libre que le dimanche.
Création de groupes à Maffles - Ath et Flobecq ainsi que Chercoq.

BRABANT WALLON

janvier 1952 - rien

" 1953 - depuis novembre sous le contrôle de E. Relecom
essayons former une section à Tubize, Braine le Chateau,
Clabecq. Contacts avec Rixensart, Ottignies et Lasnes.
3 dirigeantes - 6 pionniers à Braine le Chateau

6

Reçu adresses d'enfants - visites de parents
prévues - en préparation une fête à Braine
le Château.

Perspectives - juin 1953

Consolider et démarrer sérieusement - A Tybize
Braine le Château et Clabecq .

LES ISOLÉS - C h a r l e r o i :

Roux	4
Chatelineau	9
Dampremy	5
Farciennes	6

Ces pionniers sont ~~xxx~~ rattachés à la J.P.B. - Pas de
responsable - commençons début mars travail en profon-
deur.

Watteren	8
Menin	12
Deinze	5
Lokeren	11
Verviers	14
Ostende	12
Namur	6
Huy	6

sans contacts pour le moment que par lettres. Rattaches
pour activité avec J.P.B. mais beaucoup paient
régulièrement leur cotisation aux pionniers.-

ler travail : chercher responsable mais impossible
pour le moment. - Possibilités immédiates selon la
fédération à Binche et à Jolimon.

B.P. du 21.2.53.

Présents : Lalmand, Terfve, Van Hoorick, Borremans,
Herssens, Glineur, Burnelle, Deconinck.

ex. : VandenBoom.

- lettre de Calonne au sujet de l'échevin Gille qui demande de garder ses jetons d'échevin.
charger le délégué du C.C. de faire enquête.
- brochure contre le réarmement allemand de l'U.B.D.P..
Le Parti prendrait 20.000 brochures pour la vente de masse du D.R. des 21 et 22/3/53.
- sur l'augmentation des impôts,
 - a) communiqué du B.P.
 - b) note aux fédérations s/moyens d'action.
 - c) un tiré à part lors de la vente de masse.

Cas de cadre.

Abrassart : maintient exclusion.

LALMAND : l'expérience montre qu'un grand nombre d'éléments introduits dans le parti par la police ont eu, dans le passé, des démêlés avec la police. Il faut être attentif à cet aspect.

Van acker : maintien exclusion.

Colin Jean : le faire militer dans sa cellule.

- - -

I. RAPPORT SECURITE SOCIALE , par G. Glineur.
(voir rapport en annexe).

Discussion.

Van Hoorick : nous nous rendons compte que les différents secteurs de la Sécurité sociale prennent une grande importance dans les luttes parce que c'est là que le gouv. tranche. Or peu de militants y connaissent quelque chose. Il faudrait documenter l'ensemble des militants, déterminer comment peuvent intervenir les diverses organisations de masse.

Burnelle : il y a peu d'assemblées ou d'organisations qui reprennent nos propositions en ce qui concerne la pension des mineurs. Il faut voir si nous ne sommes pas trop loin de la réalité.

F.G.T.B. réclame 26.000 Frs à l'index 400 -

Le D.R. a pris position contre. Ce mot d'ordre peut provoquer la mobilisation. Je suis pour une revendication liant à l'index.

G. Glineur: les pensions doivent être liées aux salaires pour maintenir l'unité entre travailleurs et pensionnés. Ainsi en améliorant les salaires on améliorera les pensions. C'est la position edes principe la plus juste.

Lalmand : du rapport, il doit en sortir des directives pour les diverses organisations de masse. Pour les allocations familiales, le R.F.P. pourrait faire une enquête auprès des mamans, obtenir l'avis des pensionnés eux-mêmes sur les pensions, raccrocher les pensions aux salaires ou à l'index ? à examiner ?

En principe, nous sommes pour une nouvelle répartition du revenu national en faveur des travailleurs, donc raccrocher pension à salaire.

Mais cela ne doit pas nous empêcher de lutter pour des améliorations immédiates.

Il faut voir aussi à ne pas briser la solidarité entre tous les travailleurs.

Attention aussi de ne pas faire des propositions démagogiques.

Connaître l'avis des autres partis.

Il y a toute une série de questions réservées à revoir que l'on pourra réexaminer lors de la discussion sur la refonte de la sécurité sociale.

Etablir un tableau pour les membres du B.P. afin de l'étudier avant; inviter des représentants de certaines organisations lors de la discussion du B.P. sur la refonte.

Sortir le plus rapidement possible ce docupent réclamé par Van Hoorick pour documenter le plus grand nombre de militants sous forme de brochures.

Organiser au centre un service central des permanences pour fournir les modifications et la réponse aux question quireviennent constamment.

Rapport à présenter fin mars.

--

Fonds du million pour augmenter le nombre de permanents.

Van Hoorick : Est-il opportun de lancer ce fonds maintenant après certaines activités réclamant des appels financiers.

Terfve : contre un fonds pour permanent, mais pour un fonds en faveur d'un objectif politique.

Le commencer le 1er mars est bureaucratique et artificiel.

Lalmand : la vente de la brochure n'est pas un effort financier puisqu'il y a une contrpartie.

Ne pas sortir aujourd'hui un fonds électoral, car cela ne se fait qu

ne se fait qu'en période électorale.
Il faut présenter ce fonds comme moyen pour renforcer
l'action du Parti.

Le lancer après le C.C. avec un appel du C. C.

2) SUR LES DECISIONS DU C.C. CONCERNANT L'EDUCATION (proposition
Libois)

Introduction par Herssens.

Discussion.

Borremans : la décision prise est juste mais nous n'avons pas assez
tenu compte de nos possibilités de réalisation.
Irréalisable pour lier dans le cadre de ses tâches multiples.

Les camarades touchés demandent la forme collective
d'éducation.

Nous frisons les moments où l'éducation peut aboutir
au contraire.

En ce qui concerne les conférences éducatives, il y a
des possibilités, mais nous n'avons pas encore concrétisé
assez le contenu.

Terfve : pense qu'il est possible d'élargir un peu le cercle
d'étude dans certaines fédérations.

A fait une partie de son travail d'éducation personnelle
mais pas partisan de la suppression ; pense que deux
camarades seulement devraient être contrôlés par membre
du C.C.

Conférences éducatives : Bruxelles a été bon pour
l'assistance. Mais sur le contenu ce n'est pas ça.
Doivent provoquer la discussion. Restreindre le contenu
à deux ou trois questions présentées de différentes
façon afin de provoquer des questions.

Van Hoorick : le fait de pousser 5 camarades à l'étude n'est pas
seulement la proposition, mais aussi suivre les comités
de cellules et sections d'entreprises.
pense qu'il y a une application mécanique de la décision.
Je me suis appliqué à répartir comme décidé mais tenir
compte qu'il y a des fédérations qui n'ont pas de mem-
bres du C.C.

pense qu'il faudrait rectifier et ne réaliser la décision
qu'avec les camarades qui ont un contact régulier.

Les conférences doivent être continuées sans se faire
d'illusions toutefois.

Mais je suis alerté sur la 2e Conférence qui est très
dure à traîner en une heure.

Lalmand : le souci constant de se préoccuper de l'éducation des
camarades avec qui on travaille, si cela était vrai le
problème d'éducation serait résolu.

Depuis un certain temps, dans nos conversations
nous faisons souvent mention de lectures et nous

abordons l'aspect théorique.

Nous devons donc continuer à susciter l'intérêt pour l'étude.

Pour l'immense majorité des camarades, l'étude individuelle est plus difficile et moins productive que l'étude collective. - ~~il~~ - qu'actuellement le cercle d'étude est la meilleure formule d'éducation massive.

Voir si tous les participants aux Cercles d'étude n° 2 sont employés dans des cercles n° 3, dans les ~~xxxxxx~~ fédérales.

Aucun participant des cercles n° 2 ne peut se soustraire à cette obligation. Voir à répartir les moniteurs à Bruxelles puisque c'est là qu'ils se trouvent et qu'il y a la plus grande demande.

Elargir un les cercles d'étude n° 3.

Conférences éducatives : se rallie aux camarades qui disent que la matière est trop vaste. Le conférencier doit concentrer trop son discours, d'où double désavantage inaccessible pour une partie de l'auditoire et manque d'intérêt pour l'autre partie. D'où réduire le sujet pour mieux concrétiser et mettre une note personnelle. Voir la méthode française.

Etude individuelle - ne pas balayer la décision, mais revoir l'application. Relater son exemple personnel.

3 camarades sont un maximum à contrôler, des camarades avec qui les contacts est facile.

Libois : d'accord dans l'ensemble avec ce qu'a dit Lalmand ; pense qu'on a fait une application mécanique.

Si les 400 cadres et les 35 cellules d'entreprises sont en rapport avec des membres du C.C. alors ~~que~~ le contact est facile.

Etant responsable commission culturelle, il y a là 10 camarades dont je peux m'occuper.

Dans la mesure où nous orientons les membres du C.C. vers un relèvement idéologique nous pouvons arriver à un résultat.

Conférence éducative : matière trop vaste d'accord, aussi dans le deuxième schéma, j'ai réduit à 2 idées :

Etude individuelle : il faut trouver les moyens de la développer ; mais il faut faire lire.

Il faut demander aux camarades ce qu'ils peuvent faire et donner le contrôle aux fédérations.

Van Hoorick : Sur la constitution des 6 commissions par secteur ~~industriel~~ industrielle :

trop de membres non du C.C. qu'il faudrait inviter d'où perte de la signification du C.C.

Proposez d'inviter le responsable et le secrétaire de chaque commissions.

Il n'y aurait que 3 membres à inviter.

Libois : dans ces commissions, y voir les militants du Parti liés à ces secteurs industriels. Je n'ai pas ~~trouvé~~ pensé qu'il y aurait 25 membres non C.C. sur les 30 des 6 commissions.

Après discussion sur des noms, il est retenu les camarades suivant pour faire partie des commissions et être invités au C.C. :

Baiwir	Degelan	De Craecker
Blansaert	Delhaye	Lemarchand
Roth	Robrecht	3e flamand
		Degrève.

RAPPORT SUR LA SECURITE SOCIALE.

OBJET DE LA SECURITE SOCIALE.

La Sécurité sociale s'assignait comme objet inscrit dans l'arrêté de base de décembre 1944 :

de débarrasser le monde du travail de ses principaux sujets d'inquiétude et qui sont estimés être , notamment après la préoccupation immédiate d'un salaire adapté au coût de la vie ,

1/ Le Souci des vieux jours, le souci d'une pension convenable pour ne pas être réduit à l'indigence ou mis à la charge de ses enfants.

2/ La crainte d'un accident ou d'une maladie suspendant, réduisant la capacité de travail, et imposant même si la capacité du travail n'est pas interrompue des charges écrasantes à un budget familial déjà difficile à équilibrer sans cet aléa.

3/ La crainte du chômage par manque de travail, l'aspiration à un régime économique où toute personne capable de travailler trouve dans son labeur la possibilité de gagner sa vie, autrement dit l'aspiration à un régime de droit au travail.

4/ L'insuffisance de salaire relativement aux charges d'enfants qui rend si difficile la vie des familles nombreuses.

5/ Amélioration du régime de vacances.

Ces heureuses perspectives ne pouvaient cependant se réaliser sans que des modifications fondamentales ne soient apportées à la législation provisoire en vigueur dans les différents secteurs de la Sécurité sociale.

Les gouvernements qui se succèdent depuis 1947-1948 donnant la priorité aux dépenses militaires sur les dépenses sociales, et partant d'autre part d'une volonté bien arrêtée d'éviter de porter un préjudice quelconque aux nombreuses sociétés privées qui gravitent autour de l'O.N.S.S., se sont au contraire attachés à réduire les avantages accordés aux travailleurs en matière de Sécurité sociale, à rendre celles-ci régressive au lieu de la faire progresser.

Dans son programme revendicatif immédiat, le Parti met en avant des revendications se situant dans les différents secteurs de la Sécurité sociale. Il est bon, au moment où la sécurité sociale subit l'offensive des forces réactionnaires de faire le point sur:

- 1) la portée de la sécurité sociale dans notre pays, comment elle fonctionne,
- 2) ce qu'elle apporte aux travailleurs comme avantages,
- 3) nos propositions pour améliorer le régime de la Sécurité sociale.

SITUATION DE LA SECURITE SOCIALE.

La sécurité sociale ne couvre dans notre pays que les travailleurs salariés et appointés.

Elles s'étend à cinq secteurs : les vacances, les allocations familiales, le chômage, la maladie et l'invalidité, la vieillesse.

Les cotisations globales s'élèvent à 29,5 % des salaires plafonnés et non-plafonnés.

Elles se répartissent par secteurs comme suit :

<u>Secteurs.</u>	<u>de l'em- ! ployeur.</u>	<u>! de l'as- ! sujetti.</u>		
Vieilles et décès prématuré	3,75	3,75	S.C.	(Cette disposi- tion n'est pas identique pour les ouv.mineurs et employés - pour les mineurs: pas plafonné : A.M.I. & Vieilles- se).
Maladie - invalidité	2,5	3,5	S.P.	
Chômage	1	1	S.P.	
Allocation familiales	7,5	-	S.P.	
Vacances annuelles	6,5	-	S.C.	
	21,25	8,25		

(S.C. = salaire complet
S.P. = salaire plafonné)

ONSS et son fonctionnement :

Comme je l'ai déjà signalé à l'occasion du rapport sur l'A.M.I. Toutes les cotisations réservées à la sécurité sociale sont versées en bloc à un organisme dénommé Office National de Sécurité Sociale, qui a le statut d'un établissement public.

L'office est administré sous la garantie de l'Etat, par un comité de gestion composé de membres choisis en nombre égal parmi les candidats présentés par les organisations les plus représentatives des employeurs et des travailleurs et d'un président indépendant des uns et des autres.

Il a entr'autre comme mission de répartir les cotisations perçues aux 5 secteurs de la sécurité sociale sur la base des quotes parts prévues.

Remarques sur cet organisme :

La centralisation à outrance des opérations de la perception des cotisations et de la répartition entre les 5 régimes sociaux a fait de l'O.N.S.S. une machine extrêmement lourde à manier.

Devant la grande masse d'employeurs, l'O.N.S.S. se trouve dans l'impossibilité de contrôler efficacement les déclarations et les versements effectués. Ce qui explique en partie les sommes énormes qui sont encore dues par les employeurs.

La répartition entre les différents régimes sociaux se fait -

non pas au prorata intégral des quote- parts prévues-mais bien suivant les demandes de fonds introduites auprès de l'office par les organismes centraux.

Il en résulte que l'office détient par devers lui des réserves qu'il gère et qui, en fait, devraient être en possession des organismes centraux.

Nombre de bénéficiaires. (31.12.51)

2.055.635 travailleurs - employés et chômeurs sont assujettis à la Sécurité sociale. Ils se répartissent comme suit :

(Tr. occ. et part.)

1.857.931	parmi lesquels	1.427.552 hommes
		430.379 femmes

197. 704 (Ch.c.)

Voyons maintenant les différents secteurs de la Sécurité sociale.

-
- -

I. SECTEUR DES ALLOCATIONS FAMILIALES.

Organisation et fonctionnement.

N'intéresse que les travailleurs salariés comme les autres secteurs de la Sécurité sociale. Ce sont cependant des organismes uniques pour travailleurs salariés et indépendants qui servent d'intermédiaires entre les assujettis et l'O.N.S.S. pour la répartition des allocations familiales.

Il ya 89 caisses d'allocations familiales gérées par les employeurs ainsi que les oeuvres annexes.

Nombre de bénéficiaires :

(31.3.52) 640.000 familles - 1.136.850 enfants.

Le financement des allocations.

Une cotisation de 7,5 % des salaires payés par l'employeur pour ce qui concerne les ouvriers, de 1,5 % pour les employés.

Plafonnement à 5.000 Frs par mois.

Subvention de l'Etat : 537.050.000

La législation actuelle accorde l'avantage suivant :

D'abord les allocations de naissance.

Ensuite les allocations familiales.

Il est accordé pour les allocations de naissance :
1.800 Frs au 1er et 900 Frs à partir du second.

Pour les allocations familiales :

315 Frs	par	mois	au	1er	enfant	;
"	"	"	"	2	à	" ;
430 Frs	"	"	"	3	à	" ;
525 Frs	"	"	"	4	à	" ;
695 Frs	"	"	"	5	à	" ;

Pour les orphelins de mère.

775 Frs par mois pour les deux premiers enfants ,
800 Frs " " à partir du troisième enfant.

Pour les orphelins de père et mère. (et de père uniquement si la
mère n'exerce pas de profession libérale).

1.015 Frs par mois pour les deux premiers enfants ,
1.040 Frs " " à partir du troisième enfant.

pour les orphelins de père ou de mère.

Le 31 mars un arrêté interdisait au père ou à la mère, suivant le cas, de s'engager dans les liens du mariage ou de s'établir en ménage sous peine de perdre le bénéfice des allocations majorées.

Remarques

Positions de principe : les allocations familiales devraient être égales au coût de l'entretien d'un enfant, progressive suivant l'âge de l'enfant.

Dans le système d'allocations familiales comme il est établi on tient compte que les charges des enfants pour les parents s'accroissent avec l'âge. Il est clair qu'un gosse de 14 ans coûte plus cher pour l'entretien et l'étude qu'un bambin de 3 mois.

Partant de ces considérations le Parti a proposé des taux d'allocations familiales suivant l'âge, soit :

350 Frs	jusqu'à 3 ans ;
525 Frs	de 3 à 6 ans ;
700 Frs	de 6 à 9 "
875 Frs	de 9 à 12 ans ;
1.050 Frs	au delà de 12 ans.

Je pense que ces revendications continuent à se justifier.

Je tiens à faire remarquer toutefois que notre camarade responsable des femmes estime que les allocations devraient continuer à être versées en tenant compte du nombre d'enfants et nom de l'âge; je pense que c'est là une conception erronée qui est aussi combattue par les Femmes socialistes.

Les allocations de chômage sont payées soit par l'intermédiaire des organisations syndicales agréées, soit par les délégués des organismes régionaux du fond de chômage.

Les conditions d'admission et de maintien au droit aux allocations de chômage sont de plus en plus rigide. Le travailleur doit être et rester inscrit comme demandeur d'emploi. Suivant le contenu de l'arrêté de décembre 1932, après 3 mois de chômage indemnisé, le travailleur qualifié peut être obligé d'accepter du travail dans une autre profession que la sienne.

Il peut y être tenu au cours des trois premiers mois de chômage lorsque, dans la région où il exerce normalement son emploi le chômage d'une entreprise ou d'une industrie est tel qu'il ne peut espérer y être normalement remis au travail dans sa qualification (textile Bhandre)

D'autres conditions aussi et plus draconienne se trouvent dans cet arrêté dont le but est d'exclure le plus grand nombre de chômeurs du droit aux allocations.

Il considère également qu'un emploi est réputé convenable " dès qu'il procure un montant égal à l'allocation de chômage, même s'il entraîne un déplacement quotidien de au moins 14 h.

Le Parti prévoit à son programme :

Allocations fixes à 75 % du salaire du manoeuvre en partant de la première catégorie - mise sur le même pied des chômeurs des deuxième et troisième catégories - allocations identiques à celles des hommes pour les femmes chefs de famille. -

Proposition de loi déposée.

Réadmission aux bénéfices des allocations de toutes les catégories exclues par les arrêtés royaux en date du 21 mars 1949 - 22 juin 1951 - 13.12.51 et circulaire y découlant.

(Ces points du programme restent d'actualité.).

III. SECTEURS PENSIONS.

- anciens salariés des industries autres que les mines.
- mineurs.

=====

Pension sans enquête sur les vacances -

allouée à 65 ans aux anciens salariés et sous certaines conditions. Elle est constituée des éléments suivants :

- 1) la rente de vieillesse - obtenue par les versements des travailleurs et employeurs.
- 2) La contribution de l'Etat - 50 % de la rente de vieillesse sans jamais dépasser 12.000 Frs (le % de cette contribution varie suivant la date de naissance).
- 3) La majoration de rente de vieillesse à charge de l'état
 Maxima
 célibataire $2.100 \times 2 = 4.200$
 marié $3.200 \times 2 = 6.400$
- 4) Complément de pension de vieillesse à l'âge de 65 ans,
 60 ans pour les employés -
 marié $19.600 + 6.400 = 26.000$
 célibat. 13.100.

Veuve complément de pension de survie à 55 ans = 8.550 Frs
 à 60 ans = 11.200 Frs
 ne peut exercer d'activité lucrative.

Pension de veuve ayant fait versement à 65 ans - 15.400 maximum.

Financement.

7,5 % des salaires des travailleurs - plafonnement 5.000
 3,75 % par l'employeur - 3,75 % par l'ouvrier.

antérieurement, une partie était réservée à être capitalisée -
 subside de l'Etat : 1.200.000.000.

Nombre de bénéficiaires :

179.841	-	ouvriers et employés (compl;)	65 ans
132.424	-	veuves	+ de 55 ans (comp.)
58.676	-	--	d'une rente.

(attention sans les pensions après enquêtes)

Le régime des pensions dont je viens de donner les éléments essentiels, est un régime basé sur un système de capitalisation et de répartition simultanée. Ce régime ne pouvait qu'être provisoire, parce que n'assurant que pour une période de quelques années seulement, la garantie de ~~seuixix~~ couvrir les dépenses assumées par le payement des compléments de pension.

Après de multiples promesses de déposer un projet établissant une nouvelle législation en matière de pension de vieillesse, un projet a été déposé par le gouvernement qui est loin de réaliser les revendications des travailleurs.

Il prévoit :

pour les pensionnés actuels - 26.000 Frs (pour les autres, augmenter d'un montant égal à la différence entre la pens. établ. + une *quotité pens. 1/45.*)

pour les travailleurs - une pension égale à 60 % du salaire moyen de carrière, à 65 ans, à 60 ans pour la femme.

Toutefois le montant de cette pension ne sera atteint que 45 ans après l'application de la loi.

La pension de veuve est égale à 50 % de la pension de vieillesse du mari.

- Pensions de mineurs. -

<u>marié fond</u>			<u>Célibataire</u>	<u>Surface</u>
35.550	30	ans	23.760 ! 19.170	28.710
			!	
			!	
			!	
			!	

condition d'octroi - 20 ans au fond - être occupé à la mine à l'âge de retraite.

Veuves : 50 % de la pension du mari.

Invalides : maximum fond

" surface

conditions - temps à la mine - 10 à 40 ans.

ou n'avoir pas été dans d'autres profession.

Proposition du Parti.

pension à 60 ans, à 55 ans pour les femmes et pour les travailleurs des industries insalubres.

Taux de la pension à 75 % du salaire moyen de carrière.

Taux de la pension de veuve , 2/3 p.c. du salaire moyen du mari.

Pour les pensionnés actuels : 30.000 Frs au départ.

Pour les mineurs du fond :

à 50 ans après 25 années de travail	} peuvent prendre pension anticipée.
à 55 ans après 30 " " "	

montant de la pension : 75 % salaire moyen gagné pendant l'année précédant celle de la mise à la pension par l'ensemble des ouvriers mineurs du fond ou la surface suivant la catégorie de l'intéressé.

Malade: 50 % du salaire annuel normal + 1 % par année de travail et d'année d'invalidité. - veuve 2/3 du salaire du mari.

IV. VACANCES OUVRIERES.

Les caisses de vacances sont gérées uniquement par les employeurs.

Il y a 19 caisses de vacances,

+ une, la caisse nationale des vacances annuelles érigées en établissement public est administrée par un conseil d'administration présidé par le Ministre.

Financement.

Une cotisation de 5% des salaires complets ~~est~~ est payée par l'employeur + 1,5% pour vacances supplémentaires d'ancienneté.

Une retenue de 5 % est effectuée sur le montant du pécule pour le coût des rémunérations afférentes aux journées assimilées aux journées de travail.

Montant du pécule de vacances.

4 % du salaire brut annuel effectivement gagné, soit
6 jours de congé (12 jours de salaire).
 de 18 à 21 ans, 6 % " " brut annuel effectivement gagné, soit 9 j. de congé (18 j. de salaire)
 - 18 ans 8 % " " " " " " " " 12 jours de congé (24 jours de salaire)

Les jeunes sont laissés ; ils avaient antérieurement 3 semaines de double pécule de vacances jusqu'à 21 ans.

En application des décisions du conseil général paritaire d'octobre 1951, des congés supplémentaires d'ancienneté devront être accordés aux travailleurs -

2 jours par période de 5 ans
 4 " " " de 10 ans
 6 jours par " de 15 ans.

Manœuvre du Ministre pour réduire, limiter application de cette disposition, en conditionnant les congés supplémentaires en surplus de l'ancienneté à la durée des vacances ordinaires.

= = =

Les mineurs ont été exclus de ces dispositions sous le prétexte qu'ils ont des congés complémentaires basé sur ~~l'ancienneté~~ l'ancienneté qui n'ont rien à voir avec l'ancienneté.

Propositions du Parti.

12 jours minimum de congé payé avec double
salaire pour tous les travailleurs.

Payement garanti avant de partir en congé.

En CONCLUSION ,

Toute la sécurité sociale se trouve menacée, c'est la conséquence la plus sensible pour la classe ouvrière de la politique de surarmement appliquée par le gouvernement par ordre des U.S.A.

C'est la démonstration qu'on ne peut en même temps mener une politique de progrès social et de surarmement.

C'est le terrain sur lequel les dirigeants socialistes sont le plus vulnérables, qu'ils camoufleront avec plus de difficultés leur prise de position en faveur de la politique de guerre des capitalistes, de leur trahison de la classe ouvrière .

Il importe donc pour le Parti d'être particulièrement attentif à cet aspect du problème/ Il faut que parallèlement à l'activité qui doit être développée pour la défense de la Sécurité sociale que soient utilisées les possibilités qui s'offrent et s'offriront de démasquer la duplicité des dirigeants socialistes et les couler dans l'esprit des travailleurs.

La Sécurité sociale est un problème qu'il faut examiner dans son ensemble si nous voulons trouver les solutions conformes aux intérêts des travailleurs.

= = =

La réforme de la Sécurité doit être organique
en particulier pour déficits secteur de la Sécurité sociale.

Il y ~~aurait~~ aurait lieu d'introduire dans la Séc.Soc. accidents de travail et maladies professionnelles.

Prévoir l'extension de la sécurité sociale aux travailleurs indépendants (pour allocations familiales, m. inv., etc..)

Démarrage

- par le secteur le plus menacé de la Séc.Soc. :
maladie-invalidité ~~xxxxxxxxxxxxxxxxxxxx~~

Entretiens, Déposer, afin de donner à certaines revendications immédiates de la classe ouvrière, un aboutissement, de petites propositions de loi et amendements.

Activiser l'agitation et la propagande du Parti dans la défense de la sécurité - sociale gravement menacée et déjà fortement entamées par les restrictions appliquées.
Populariser les positions du Parti.

= = =

Les organisations directement intéressées à la Sécurité sociale, par un secteur ou par l'ensemble doivent accentuer leur action de défense de la sécurité sociale.

En particulier les syndicats.

Pour S.U. Mineurs /Pierre, au centre des préoccupations des dirigeants, ~~et~~ tout mettre en oeuvre pour intéresser la base de leur organisation dans des actions de défense de la Séc. Soc. de lutte pour une sécurité plus généreuse.

Pour la F.G.T.B.,
en partant des entreprises où le Parti est organisé, où nous avons des délégués membres du Parti.

Le débat qui vient de se dérouler sur l'A.M.I. donne des éléments à nos camarades sur la volonté bien arrêtée du gouvernement de détruire les principes fondamentaux de la Séc. Soc. ainsi que la complicité avouée des dirigeants socialistes dans cette attaque.

Les organisations de pensionnés et les mutualités également doivent être suivies pour que partant de leur centre d'intérêt, un large mouvement à coordonner se mette en branle pour la défense de la Sécurité sociale.

DECISIONS

=====

1)Charger le delegué du C.C. fédé de Tournai pour enquête au sujet de la demande de l'échavin Gille de conserver ses jetons.

2)Commande du Parti à l'UBDP de 20.000 brochures contre le réarmement allemand pour diffusion lors de la vente de masse de 22/3/.

3)Envoyer mardi ou mercredi une directive aux fédérations sur la lutte contre l'augmentation des impôts et un schéma de tract.

4)Faire un tiré à part de la partie du DRD de la vente de masse, consacré à l'augm.des impôts pour être distribué comme tract.

5)Inviter des représentants de certaines organisations de masse au B.P. qui discutera de la refonte de la S.S. fin mars.

6)Sortir le plus rapidement une brochure sur la S.S. pour documenter nos militants.

7)Organiser au Centre un service central mensuel des permanences pour renseigner sur les modifications et fournir les réponses aux questions habituelles qui reviennent habituellement, pour la S.S.

8)Lancer le fonds du millions au C.C. avec appel du C.C.

9)Pour l'étude individuelle, donner un maximum de 3 cdes à contrôler aux membres du C.C. et des cdes avec qui les contacts sont faciles.

10)Les cdes ci-dessous feront partie des commissions "grand secteur industriel" et seront invités au C.C.

métallurgie : Baiwir et Blansaert.

mines : Degelan

textile : Lemarchand, Decraeker et un 3ème flamand.

batiments : Delhaye et Robrecht.

cheminots : Roth.

Services publics : Degrève.

Réunion du B.P. DU 28/2/53

Présents : Lalmand, Van Hoorick, Van den Boom, G. Glineur, Burnelle, Deconinck, Borremans.

Malades : Terfve, Herssens.

- 1) Une question de Lalmand au sujet du trav. Deconinck comme délégué C.C. en Fl. Orient.

lettre de Verdoodt }
" de Deconinck } au secrétariat

Commentaires de Lalmand

1er visite : 12 janvier B.F.
 : 17 " conférence et entretiens
 : 24 " " " "

Pour Fl. Orientale estime-t-on que ces visites sont suffisantes ?
Mon avis, c'est un programme notoirement insuffisant.

Verviers : on laisse le S.P.F. sans contact pendant 5 semaines.
Or, le S.P.F. est jeune et se trouvait devant un état d'organisation déplorable.

Le prétexte des inondations n'est pas valable, car j'ai attiré l'attention de Deconinck sur le fait de ne pas abandonner ses autres liaisons.

Attention aux conférences car Deconinck est délégué du C.C. avant d'être conférencier.
Certes, le cde a 5 fédérations dont il avait promis d'assurer les contacts.

Voyons emploi du temps, 15 jours par mois pour assurer les liaisons soit 3 jours par mois par fédération.
Qu'a fait Deconinck comme autres déplacements ?
Craint que Deconinck n'ait mal organisé son travail.
L'abandon d'une grande fédération indique que Deconinck a une sousestimation du sens des responsabilités. Cela amène un contrôle superficiel des fédérations qui est apparu depuis plusieurs mois dans ses rapports.

Le B.P. doit exiger de Deconinck un travail de toute autre qualité. De plus, Van Hoorick n'aurait pas dû tolérer pareille situation. Le B.P. doit insister auprès de Van Hoorick pour qu'il contrôle mieux les délégués du C.C.

Van Hoorick - Je porte une part de responsabilité dans l'orientation des déplacements de Deconinck. Je n'étais pas d'accord de laisser Verviers sans contact pendant janvier mais dès le 1er février Deconinck ne devait plus l'assurer car Dejace reprenait la liaison.

Or, pendant février une situation difficile se présentait dans les fédérations du Limbourg, Ostende, Courtrai. Grosse résistance de Deneef pour mise au travail de Stassen. Ostende : grosse résistance contre Gindertaele comme S.P.F. Suivre tout particulièrement pendant l'action à propos des inondations. De plus, grève très importante à la Brugeoise.

Courtrai : retrait de Minnebo, remplacé par un cde faible.

D'où ma conclusion : s'il le faut, retardons les contacts avec la Fl. Orientale.

Toutefois, cela ne fait pas tomber le reproche fondamental fait à Deconinck.

Deconinck : Il ne faut pas que les cdes croient que je suis resté chez moi. Je suis d'accord que n'avoir pas été à Verviers en janvier, n'est pas tolérable. Demande au B.P. pour réfléchir et de rédiger une note sur son emploi du temps.

Lalmand : Je pense que Van Hoorick a tort de faire ressortir ses responsabilités en blanchissant Deconinck.

Vous dites que ma division du temps est théorique, or suivre votre conception cela nous amène à la situation que nous connaissons :

abandon de Verviers et 1 seul contact en Fl. orientale en janvier.

Tenant compte de la critique du B.P. à la fédér. Fl. Orient., le délégué du C.C. aurait dû être là pour montrer dans les faits que les critiques formulées par le B.P. sont justes.

D'accord pour que tu y réfléchisses et que tu fasses une note.

Lecture note de Terfve devant servir au rapport politique au C.C. par Lalmand.

Discussion

Van den Boom : Aggravation des contradictions dans camp impérialiste. En Belgique une série de faits assez précis le montrent également. Deux tendances aussi dans le P.S.B.

Burnelle : Polémique sur les contradictions dans camps impérialistes car certains croient que ces contradictions réduisent les dangers de guerre.

Borremans : la partie internat. par trop longue dans le rapport. Aggravation du danger de guerre aussi à cause de la brutalité de la politique américaine. Mieux montrer l'action du camp de la paix.

Dans la seconde partie du rapport parler de la situation en Belgique, souligner les contradictions chez nous aussi, mais souligner aussi le reflet de ces contradictions dans le P.S.B.

Van den Boom : il serait utile de faire une analyse dans le rapport

du rôle de la social-démocratie et de la bureaucratie syndicale.

Deconinck : souligne aussi le danger fasciste grandissant.

Lalmand : allure général du rapport; s'inspirer du rapport Malenkov, des problèmes économiques et du précédent rapport au C.C.

Partir de la situation économique prise dans son ensemble; car cela conduit au ~~taidissement~~ de la politique américaine.

Néanmoins, il ne faut pas partir de l'aggravation du danger de guerre car, dans les faits, il n'y a presque rien de ~~changé~~ changé dans l'immédiat. Se servir du chapitre des "guerres inévitables" des "Problèmes" de Staline pour analyser les contradictions dans le camp impérialiste.

Certes, la lutte des peuples pour la paix est déterminante, mais il serait faux de ne pas voir que les contradictions de la bourgeoisie sont les conséquences de la situation économique.

Montre l'ex. de l'Angleterre et de la France. Peu à peu en Belgique la même tendance se précise : de vouloir se décrocher de l'emprise américaine.

L'aggravation des contradictions dans le camp impérialiste accentue les dangers de guerre. Le risque de voir les impérialistes se lancer dans une aventure augmente, mais il faut voir les ~~causes~~ causes de cette situation.

alors
Voir ~~le~~ le rôle des peuples dans la lutte pour la paix.

Un problème important pour la Belgique :

Importance de la lutte contre les conséquences de la politique de guerre et en montrer la cause politique (problème fiscal très important). Rechercher les possibilités d'élargissement du front de la paix. Ne pas rester indifférent devant les courants neutralistes.

Intervention préparée de Van Hoorick pour le C.C. sur l'action du P.

Intervention préparée de G. Glineur pour le C.C. sur le trav. org. masse.

Burnelle : ne pas toucher autant de domaines que Van Hoorick fait dans son travail, et permettre au C.C. d'intervenir. Voir à poser deux questions : que va-t-on faire jusqu'au 1er mai ? les faiblesses d'organisation qui sont à l'échelon C.C. et fédéral !

Van den Boom : le rapport Lalmand n'a servi que dans une faible mesure à nos organisations de base pour étudier la situation dans leur champ d'action. Propose d'inviter les sections à étudier certains articles du D.R. soulignés par le secrét. et B.P. Être prudent dans la nomenclature des org. dans les entreprises. Les statistiques sont encore trop optimistes. ex.: Ougrée-Marihaye.

A Liège il y a une tradition d'org. à l'entreprise tandis qu'en Flandre aucune tradition de ce genre, d'où difficultés plus grandes. Surtout dans les industries textiles. Ne voit pas pourquoi à Liège on ne parvient pas à organiser le P. dans les entreprises.

Il serait intéressant au C.C. d'avoir une intervention sur le fonctionnement du P. aux A.C.E.C.

Est contre la conférence nat. en mai pour le travail dans les entreprises, mais la reporter en septembre.

G. Glineur : Est contre la conf. nat. - la remplacer par des conf. rég. bien préparées en voyant la façon dont les décisions prises ont été appliquées.

Borreman : Les 2 interventions ne sont pas des interventions de membres du B.P. Ce qu'il faut c'est une analyse de ce qui s'est passé. Analyse positive et négative qui permet d'aller au fond des choses, de voir les faiblesses et d'amener à la découverte des remèdes, tout particulièrement pour ce qui touche l'org. du P. aux entreprises et le trav. des communistes dans les org. de masse.

Pas partisan d'une conférence nationale tant que nous ne serons pas plus avancé.

Van Hoorick a été trop vite pour dire qu'il n'y aurait pas de répression aux services publics. Là, il est moins difficile pour un agent définitif d'être mis à la porte que dans les usines.

Il faut voir clairement les formes de travail dans les entreprises pour ne pas isoler nos cdes des travailleurs et y intéresser l'organisation locale.

Les responsabilités des secrét. fédér. sont fortement engagées dans le manque de vie politique à la base. Elles n'aident pas assez la base. Il faut donc que les direct. fédér. aillent à la base pour aller au fond des choses et permettre ainsi de tracer des perspectives.

Lalmand : soumettre les faits signalés par Van Hoorick à une analyse approfondie sur la base du rapport Malenkov - critique et autocritique.

Les remèdes proposés dans le passé sont en principe bons mais si nous les repropoisons maintenant, nous ne pouvons le faire sans voir pourquoi ces remèdes n'ont pas été appliqués.

Notre effort de contrôle des décisions doit s'étendre à rechercher les causes des difficultés en voyant les mesures à prendre.

Si le C.C. fait un pas en avant dans le trav. aux entreprises, alors faire des conférences de suite sinon voir mesures à prendre par le B.P.

Sur l'intervention de Glineur, il faut poursuivre beaucoup plus loin l'analyse de l'action en faveur des sinistrés :

Retirer beaucoup d'enseignements :

- rôle des organisations de masse et fonctionnement qui renforce le P.
- les méthodes à employer par les org. de masse pour se lier aux masses.
- amélioration des rapports entre le P. et les org. de masse.

Voir le bon travail du M.D.P.

Voir lutte des sinistrés pour que l'action ne se perde pas.

-:-

Comités communs

Ninove

initiative conseils communs

large comités .

yeu

ex : Ninove

Brig. Bur : - - -

Molendin : défendu

Mars 53

BP10-1953-10

PB

10

Absent: Herssens, malade.

Les camarades Vendenboom, Van Hoorick, Borremans, Burnelle et Lalmand pour apporter des corrections, des modifications.

2) Séance nationale d'hommage à Staline.

Prendrons la parole : Lalmand et Van Hoorick avec le même discours.

КАКМАННХ/ХИНСХРӨБӨНГЭТЭЙОНСХУНИХӨННӨСХӨНӨТӨХӨНӨДӨСӨНӨХРӨГӨНӨТӨХРӨНӨХ
ЗӨНӨХИРӨГӨТӨ

Délégation aux funérailles: Lalmand, Vandenboom,
Burnelle, Wery.

Sont proposés par le Cde Van Hoorick:

:betenus.

Les propositions se trouvent dans un document remis à chaque membre du B.P.

LALJ.<fAND: les propositions qui nous sont soumises portent plus sur les impôts directs qu'indirect.
Cette façon de procéder sera mieux comprise par les masses qui sentent plus les conséquences de l'impôt direct.

BURNELLE :les patrons vont aussi bénéficier de la diminution proposée.

VAN DEN BOOM: nous allons faire un cadeau aux sidérurgistes.

LALMAND: nous pouvons expliquer notre proposition de diminution en y indiquant un moyen de faire baisser les prix.

VAN DEN BOOM: propose de n'accorder la diminution d'impôts, que jusqu'à un revenu plafonné à 250.000 Frs l'an.

Le B.P. marque son accord unanime avec cette proposition.

B.P. du 7.3.53

Présents : Lalmand, Borremans, Van Hoorick, Deconinck, Van den Boom, Burnelle, Terfve, Glineur.

Absents : Herssens (malade).

1) Examen du rapport de Terfve au C.C. des 14 et 15/3/53.

Discussion

Van den Boom - fait plusieurs remarques sur les parties internationale et nationale; sur le rôle de la dynastie vis-à-vis de la communauté européenne de défense.

Lalmand - demande que sur cette dernière question la position du parti soit plus claire dans le rapport.

Van den Boom - la classe ouvrière montre une volonté de lutte très grande actuellement (voir les grèves actuelles), les grèves dirigées contre productivité, F.N.A.M.I., renvois d'ouvriers, salaires.
Clarifier encore le problème de l'~~invalidité~~ invalidité-maladie, insister sur l'import. du trav. synd.

G. Glineur - montrer aussi les aspects positifs pour le camp de la paix des divergences entre impérialistes.
Le rapport ne dit rien sur les 21 mois (même incidents au Danemark).
Il faut accentuer la lutte contre les soc. de droite, mais est-ce que nous les démasquons auprès des trav. soc. ?
Ne peut pas car D.R. peu lu.
Donc pousser aux initiatives des fédér.

Burnelle - mettre accent contre arrêté V.d.Daele jusqu'au 15/3 pour bien l'expliquer être très concret.
Essayer d'établir les caract. du ~~chômage~~ chômage. Notre industrie de produits finis va encore être malmenée - la rattracher à la bataille pour l'indép. nat.
L'attitude de la Cour vient confirmer ce que nous disons en donnant précisions.
Ce qui est essentiel, c'est le programme sur lequel on peut se rassembler.
Montrer la perspect. du trav. du P. en parlant de la brochure populaire.

Borremans - fait plusieurs remarques sur différentes pages.
Revoir la première partie en tenant compte de la mort de Staline. Revoir aussi la partie sur le Parti en liaison avec l'appel du C.C.
Parler aussi d'une dissolution éventuelle du parlement.

Van Hoorick - abréger la partie sur la sit. intern. Développer plus la partie traitant des tâches. Partir aussi des conclusions du dernier C.C. Aider à dégager la tactique du P. en rapport avec la stratégie différente.
Mieux dégager aussi la perspective.

Deconinck - marquer le rôle provocateur de Tito.
- Ne faudrait-il pas consacrer quelques lignes aux tâches des congolais dans le cadre des contradictions capitalistes.

Lalmand - voir répercussion mort Staline sur le plan intern. et pour le P.

Le rapport est trop analytique ce qui rend peu claires nos positions.

Rassembler en un tout tous les éléments économiques.
Mettre plus l'accent sur la progression de l'économie de l'U.S. et dém. populaire.

Analyse situation économique en Belgique plus complète.

Le chap. consacré à politi. américaine prend trop de place.

Fait plusieurs remarques sur certains passages en vue d'apporter des corrections, des compléments et des précisions.

Remanier le chapitre sur le Parti.

La perspective donnée par le dernier C.C. se précise.

Revenir sur la liaison avec les masses.

Concrétiser davantage l'attitude des socialistes de droite, pour la rendre plus sensible chez les travailleurs socialistes.

La situation économique nouvelle nous permet d'obtenir de meilleurs résultats de notre effort de clarification.

B.P. du 14/3/53.

Présents : Terfve, Van Hoorick, Borremans, Herssens, De Coninck, G. Glineur.

~~DISCUSSION~~

Absents : Lalmand, Burnelle, Van den Boom, à Moscou pour la mort de Staline.

Ordre du jour :

- 1/ Note au C.C. pour la Commission de contrôle financier.
- 2/ Note au C.C. pour reporter d'un an le Congrès national du Parti.
- 3/ Note au C.C. sur le cas F. Coenen.
- 4/ Note au C.C. sur le cas R. Dispy.

Discussion sur le cas Dispy :

Van Hoorick : le C.C. ne doit pas nécessairement prendre position sur la qualité de permanent de Dispy. Cela peut relever du B.P. et de la Fédération.
Plus membre du C.C., plus permanent politique, mais réfléchir deux fois avant de ne plus lui donner de poste permanent dans le domaine administratif.

Herssens : plus membre du C.C., d'accord, mais peut-être faudrait-il être plus souple pour son utilisation ultérieure car c'est un vieux militant, le seul conseiller communal de Bruxelles et il est encore l'homme d'une partie de la population dans certains quartiers bruxellois.

G. Glineur : d'accord avec la note mais faire attention à l'expression "relever de tous postes permanents".

De Coninck : d'accord avec la note.

Terfve : la note de la C.C.P. est faite soigneusement, mais le problème central n'est pas éludé, c'est-à-dire pourquoi une telle attitude de Dispy ?

Ce qui est inquiétant, c'est qu'il se considère comme victime d'un règlement de compte et une autocritique venant au C.C. n'aurait aucune influence sur moi. Quelle est son intention et le but qu'il poursuit ? c'est le noir.

On aurait dû creuser ce problème plus à fond. Il faudra continuer à s'en occuper, même après l'avis du C.C.

Borremans : d'accord pour mettre "relever de ses fonctions de permanent dans le Parti".

Le B.P. se réunit à nouveau à 14 h. $\frac{1}{4}$ pour entendre lecture par Borremans d'une note remise par Dispy à 12 h. $\frac{1}{2}$ sur son cas.

Cette note ne change rien à la position prise par le B.P. ce matin.

$\frac{1}{2} - \frac{1}{2} = 0$

Excusés : Terfve en Tchecoslovaquie.

1) Rapport sur l'activité du P. parmi les jeunes.

Invités: B. Wolstijn, Poncelet, Susa.

B. Wolstijn: ne veut pas remettre sur le P. les difficultés rencontrées par la J.P.B.
Souligne que la J.P.B. essaye d'améliorer son travail depuis la réunion du B.P.
Pense que le problème du travail du P. parmi les jeunes n'est pas posé suffisamment, ni contrôlé. Le même état d'esprit existe aussi dans notre presse.
Il existe aussi un état d'esprit, chez certains cdes, de critiques vis-à-vis de la jeunesse (il n'y a rien à faire avec, elle est brutale).
Signale des exemples de sections où les jeunes consacrent quasi tout leur temps au travail du P.

Susa : montre les bons rapports entre fédér. P. Brabant et la J.P.B. mais ces bonnes relations n'existent pas à l'échelle des sections. Il signale de mauvais exemples dans ce domaine.

Burnelle : Il y a une différence dans les relations entre P., J.P.B. et Pionniers.

Certes, on sent qu'il y a une direction Pionniers, mais il faut dire aussi que ce travail est plus facile auprès des parents. Tandis que pour les jeunes, les parents freinent car une certaine crainte existe.

Le contact important c'est avec la cellule, mais elle doit savoir ce qu'elle doit faire pour aider les jeunes.

Il faut réagir, dans le P., contre les critiques nombreuses envers la jeunesse, reflet des récriminations contre les jeunes dans notre société capitaliste.

Van Hoorick: Le rapport démontre qu'il y a un ralentissement dans le travail parmi la jeunesse par rapport à la période précédente. Les faiblesses en incombent en ordre principal au secteur d'organisation du P. Pourquoi cet arrêt depuis le dernier B.P. où l'on a examiné la question ? On a fait trop peu car on a voulu partir de l'organisation et non de l'action.

Certes, pour cela il faut connaître les jeunes et la Com. des jeunes ne nous aident pas beaucoup dans ce domaine mais aussi aucun effort pour que le P. pénètre parmi la jeunesse. Ce qui est vrai aussi pour notre presse. Sur le plan d'organis. les liaisons de qualité sont très importantes, mais cette qualité fait souvent défaut.

Pourquoi le P. accorde-t-il plus d'importance aux pionniers qu'à la jeunesse ? J'abonde dans le sens de Burnelle en ajoutant que les réalisations des pionniers enthousiasme les parents; donne l'ex. d'Alost.

En ce qui concerne nos méthodes pour la J.P.B., nous ne les avons pas encore trouvées.

Deconinck : Après C.C. de mars 52, il y a eu une série de réunions dans les fédérations. On a essayé de démarrer mais pas réussi. Ainsi en Fl. Orient. dans les journaux locaux, on a lancé des appels à la jeunesse mais trop généraux et le P. n'a pas suivi d'assez près. Dans cette région, il y a des contacts mais la qualité n'y est pas car on ne sait pas ce que l'on doit offrir actuellement aux jeunes. Aux pionniers, on est arrivé à leur offrir quelque chose qui les attirent et aussi on trouve plus facilement quelqu'un qui veut s'en occuper, tandis que pour J.P.B. plus difficile de trouver des cadres.

Borreman : Les pionniers, malgré certaines erreurs, ont fait des progrès. Mais il faut bien voir qu'il y a une divergence sur l'orientation du mouvement à la direction nationale des pionniers. De bons résultats pour la J.P.B. n'existent pas. Il y a certes des différences entre les 2 organisations - instabilité des jeunes de plus de 16 ans, mais il est aussi plus facile de leur parler politiquement. Les manifestations de pionniers qui ont amené un attachement de la part de nos membres peuvent se réaliser pour la J.P.B. Mais les moyens ne sont pas encore trouvés. Il faut aussi réagir contre les courants de pessimisme introduits par la bourgeoisie parmi les jeunes, ce que nous faisons dans le Brabant.

Il faut avoir des liaisons de qualité entre le P. et les jeunes. La J.P.B. manque aussi de persévérance et de régularité dans les contacts.

Van den Boom : Les décisions prises par le C.C. n'ont pas été appliquées par le P. Ainsi dans les entreprises, je suis presque certain que les membres du P. ne discutent pas avec les jeunes pour les amener à la J.P.B. Le P. voit trop : donner des cadres et pas assez le travail quotidien parmi les jeunes.

Beaucoup de jeunes sont déjà passés par la J.P.B. que l'on n'a pas su conserver. Le P. essaye de prendre les jeunes pour son travail propre, mais la direction de jeunes ne conseille pas assez ceux-ci dans leurs activités. La J.P.B. n'a pas encore trouvé les formes qui lui permettrait de progresser comme les pionniers.

Lalmand : décisions prises au C.C. n'ont été que très peu appliquées. Il aurait fallu rechercher le pourquoi.

Il faut obtenir sur le plan fédéral un resp. jeunes travaillant parmi la J.P.B. dans un délai de 2 mois.

Trouver pour fin juin un bon militant pour direct. Nat. J.P.B.

Pour aider le P. à s'intéresser à la J.P.B.

- le P. doit comprendre la nécessité d'aider la J.P.B. et connaître le rôle spécifique de la J.P.B.

- S'occuper des revendications spécifiques de la jeunesse, mettre l'accent sur la perspective sans crainte de la prolonger.

- La J.P.B. doit répondre à un besoin et savoir l'utiliser: délasser et éduquer.

Parmi vos différentes tâches, le revendicatif n'est pas l'essentiel, c'est l'éducation et la perspective que vous leur offrez.

Pour la J.P.B. on ne voit pas encore ce que ça peut rapporter.

Comment faire ?

- incorporer l'activité J.P.B. dans l'activité générale du P.

- cela se pose à tous les échelons mais le résoudre à la tête d'abord par des contacts section nat. d'org. : G. Glineur - J.P.B. nationale.

- Elaborer des directives qui détermineront le contenu des contacts P. - J.P.B.

Fixer objectifs précis sur la base des situations données.

Voir comment les objectifs peuvent se résoudre par des activités parallèles.

On créera ainsi une collaboration J.P.B.- cellules.

C'est sur la plan polit., sur le plan actions qu'il faut trouver les solutions et le reste viendra.

L'aide au sommet ne convient pas, c'est plus un contrôle. Cette aide devrait être plus politique, tenant compte de l'analyse politique que doit faire la J.P.B.

La J.P.B. ne remplace pas le P. Or, comme il n'y a pas d'act. P. parmi la jeunesse, il faut réagir sérieusement. Il serait dangereux d'exagérer les difficultés du travail parmi les jeunes car cela peut devenir grave pour le Parti.

La direct. J.P.B. n'est pas jeune assez, ne fréquente pas assez les jeunes. Il faut faire ici un effort considérable pour savoir comment les gagner, les aborder. Dans le courant de l'été réétudier au B.P. le problème de la jeunesse. Une confér. nat. devrait se tenir en

automne : 1 délégué par fédération, le resp. rég. J.P.B.,
le secrétariat nat. J.P.B. et une délégation du B.P.

:--:--:--:--:

2) Dettes de la "Voix de l'Emigré".

G. Glineur - Le lancement du journal a produit une dette. Lorsque l'on a eu le subside, il a été convenu d'employer ce subside pour continuer le lancement, puis Van den Boom devait s'entendre avec Taillard pour le paiement de la dette.

V.d.Boom - Le lancement a été fait dans de mauvaises conditions. On a presque rien récupéré des fédér. Le prix étant trop élevé, il fallait obtenir une réduction de Taillard. G. Glineur devait s'en occuper. Le tirage a été diminué, il a dégringolé. Il y a aussi des responsabilités parmi les italiens, le traducteur s'est découragé.

C'est pourquoi on n'a pas payé. Ce qu'il faut faire ? Le P. doit encore une somme car le subside de 1.500 Fr. mensuellement jusqu'à concurrence de 30.000, n'est pas épuisé.

Aussi je propose a) d'examiner la situation avec le S.U.

b) le paiement de cette dette

- que V.d.Boom aille discuter avec Taillard une diminution du prix.
- Un délai de paiement et récupérer ce que le P. doit encore.

Lalmand - propose que G. Glineur et V.d.Boom aillent chez Taillard.
- que le P. verse 3.000 Fr.

Accord du B.P.

-:-

3) Lalmand - Le M.D.P. désire sortir un journal flamand. Le mouvement se développe et la situation financière est saine. Augmentation du nombre d'abonnés au journal français. Sortir un journal flamand qui serait bi-mensuel - au début 500 Nos qui provoquerait un déficit.

Propose de prendre la moitié du déficit par le P. avec subside plus élevé pour les 2 premiers trimestres :

7.500 Fr. 2e trimestre 53

2.500 Fr. 3e trimestre 53.

G. Glineur - voir si l'on^{ne} peut faire un tirage supérieur à celui proposé pour distribuer un certain nombre de Nos afin de le populariser.

V.d.Boom - cela ne coûterait pas beaucoup plus cher. Satisfait la proposition G. Glineur.

Lalmand - d'accord.

B.P. est d'accord.

-:-

4) Communication sur élèves sortant école centrale

note d'Herssens : appréciation

" de Van Hoerick: utilisation.

Envoyer Renard - 2e permanent au Borinage

" Bonnet - idem à Tournai.

Fuyaux - envoyer à Charleroi, non permanent militant J.P.B.

Catry - renvoyer à Courtrai, non permanent

Thonet Mariette - la destiner aux amitiés Belgo-HongroisesX.

B.P. d'accord

-:-

5) Dispy - aide-comptable au "Monde Entier"

D'accord

-:-

6) Leysbetten de Vilvorde pour école centrale
et

Decraeker permanent provisoire Fl. Orientale.

B.P. d'accord

-:-

7) Examen de l'activité de la fédération de Tournai

Rapport par Bonenfant (voir en annexe).

invités: Bonenfant, Drumeaux, Renard, Bonnet, Motquin.

Drumeaux - signale l'augmentation continue des effectifs de la mutuelle, qui atteint près de 2.000 membres sans les ayants-droits. Nous touchons donc des gens non-communistes. La mutuelle a permis de reconstituer le P. dans certains coins. Il y a une aide du P. à la mutuelle quoique maintenant elle met de nouveaux cadres au travail elle-même. La mutuelle mène une action plus politique par ex: pétition contre arrêté Van den Daele, tentative de constitution d'un comité de défense de la S.S. A conscience qu'il ne sait jouer son rôle de membre du secrétariat fédéral car son temps pris par la mutuelle, ne sait pas remplir sa tâche de resp. d'éducation au secrétariat. Nous n'avons pas su trouver une solution à la question des jeunes mais pense pouvoir obtenir des résultats dans un avenir prochain.

Renard - Dans le rapport le doigt est mis sur une des faiblesses du S.U. par le manque d'org. chez Bataille et Cirnescaut. Des ~~révél~~ décisions ont été prises par le secrétariat et le B.F. mais nous n'avons aucun point d'appui à l'intérieur des entreprises. Demande les conseils du B.P. Travail P. dans les syndicats: le cde Lévy fuit le Parti. C'est une faute de sa part mais aussi du P., qui, dans le passé, a été trop brutal avec lui. L'embryon de cellule de l'usine Carton promet beaucoup où des

Perspectives existent de conquérir des postes de direction syndicale.

Dans la grève des communaux, il y a des faits positifs, mais des fautes ont été commises. Il est apparu ~~qu'~~ après la sortie de notre tract un courant opportuniste existait chez plusieurs membres du Parti dans la cellule des communaux.

Motquin - S.U. de la Pierre: il peut se redresser; à Lessines il y a récupération d'anciens membres. A Tournai la cause de la perte résulte d'une erreur administrative de la part de Caroes.

A une réunion des délégués, il est apparu que l'on pouvait redonner une vie au S.U.

Je fais remarquer que Caroes ne reçoit pas d'aide de la dir. nat. du S.U., mais il est souvent embourbé dans des tâches administratives.

Pour améliorer notre influence dans la F.G.T.B. il faut avoir des contacts suivis avec les délégués communistes et rompre avec nos anciennes méthodes. Préoccupée par l'activité du P. dans les entreprises et par un manque de contrôle de l'application des décisions dans les sections, je ne me suis pas préoccupée des problèmes jeunes et femmes. Néanmoins des possibilités existent. Il y a des jeunes actifs dans le P. et des discussions ont eu lieu pour organiser les femmes.

Il y a aussi une grosse faiblesse idéologique et le travail réalisé jusque maintenant est trop empirique.

V.d.Boom : Suivant le rapport il apparaît que le peu d'industries existant disparaît. Les carrières surtout meurent, donc l'essentiel ne sont pas les ~~carrières~~ carriers ni même les métallos qui sont un millier.

Il n'est pas juste de poser le problème du relèvement de l'industrie textile sur la base uniquement des relat. com. avec l'Est.

Un gros défaut, c'est de ne pas utiliser les délég. com. dans les usines. Cela n'est pas toujours facile car ils sont influencés par les méthodes social-démocrates. Il faut donc employer la persuasion.

En ce qui concerne le S.U., il est possible de le développer et les dispositions ont été prises à cet effet. Combattre aussi le sectarisme existant parmi les militants. Rechercher aussi les multiples moyens d'action sans voir toujours les grèves.

Les problèmes du chômage et les chômeurs doivent préoccuper fortement la fédération.

Dans les entreprises le P. doit inviter les ouvriers et les ouvrières à se syndiquer. Que des ouvrières décident de constituer une section R.F.P. à l'entreprise, c'est leur droit.

Renard - A Tournai-ville une pétition a été réalisée pour l'obtention de 100 kg. de charbon d'où est sorti un petit comité de chômeurs. Un tract est ensuite sorti soulevant l'arrêté V.d.Daele. Devant le refus des 100 kg. un nouveau tract est sorti qui a donné naissance d'un vrai comité de chômeurs de 16 membres dont 6 communistes. Dans les perspectives il est prévu une conférence des chômeurs avec invitation des députés se réclamant de la classe ouvrière.

Van Hoorick - pense que Bonenfant n'a pas posé justement le problème de l'activité du P. parmi les entreprises. Certes, les métallos et carriers sont les parties les plus combattives, mais c'est le textile le secteur le plus puissant. Donc s'en occuper plus sérieusement que ne le fait le rapport.

Voir aussi les conditions objectives plus favorables qui existent dans le Tournaisis: S.U., M.D.P., Mutuelle, pensionnés.

Alors, comment mieux utiliser ces organisations ? Ainsi on ne voit pas encore l'importance du rôle de la Mutuelle en regrettant la présence de Drumeaux à sa tête. Ainsi n'apparaît pas l'utilisation de l'organisation des pensionnés. De même avec M.D.P.

Renforcer le S.U. en le faisant pénétrer dans les deux grosses entreprises mais aussi dans le Parti. Faire lutter le S.U. pour l'unité syndicale. Mettre fin à la tendance du cde Caroes de travailler seul.

Autres organisations de masse, notamment F.G.T.B. Les femmes, s'en occuper. Depuis des années on n'a pas avancé.

Rapprochement avec les ouvriers socialistes : il n'en est pas parlé dans le rapport, or il y a des possibilités.

Borremans - D'accord avec Van Hoorick, mais ne pas en conclure qu'il n'y a plus rien à faire avec les carrières. L'orientation vers des constructions de paix peut réapparaître.

Lalmand - Rapport comporte une analyse économique assez fouillée mais il est statique et n'est pas préoccupé d'une perspective. Région où il y a recul rapide de l'activité économique. D'où répercussion pour les classes moyennes. Que fait la fédération vis-à-vis des 55% des travailleurs qui vont travailler en dehors du Tournaisis. Or, nous n'avons pas le droit d'accepter une telle situation.

Que faire ?

Rechercher les causes réelles que nous ne connaissons pas. Ce n'est pas seulement la politique de guerre qui est responsable. Voir ce que peut signifier concrètement les relations commerciales avec l'Est. Il faut donner une perspective concrète et valable pour cette région qui dépérit. Voir s'il n'y a pas à créer des industries nouvelles dans votre région.

La perspective doit tenir compte de Bénélux. S'il y a du dumping, il faut protester.

Rattacher le tout à la lutte contre la politique de guerre.

Dans le rapport, on a parlé de déviation économiste mais où est l'autocritique ? Vous tolérez des situations inadmissibles.

Les critiques contre le rapport qui escamote la lutte dans le textile sont justes. Or, c'est un secteur important? Dans ce secteur il y a 80% de femmes. Ne peut-on y intéresser le R.F.P. Il n'est peut-être pas souhaitable de constituer des organisations R.F.P. dans les entreprises, mais le R.F.P. peut aller leur parler etc.

Les résultats dans la paysannerie sont bons mais il faut accentuer.

F.G.T.B. - le rapport ne parle pas de l'unité d'action. N'y aurait-il pas aussi du sectarisme chez les dirigeants fédéraux? Alors, le pas voir tout en fonction des délégués.

S.U. Il faut entrer chez Bataille et Léméscant. Le S.U. est probablement la voie première à employer. Mais voir aussi pourquoi on a perdu nos positions. Comment y repénétrer par Caroes appuyé par des membres du S.U. travaillant dans d'autres entreprises.

Il faut toucher le problème financier du S.U. de la pierre pour poser la question de l'adhésion à tous les carriers. Il faut d'ailleurs suivre de très près cette organisation.

Mutuelle, pensionnés, M.D.P. fonctionnent bien. La Mutuelle notamment peut prolonger la lutte du P. dans des foyers plus nombreux que le P., mais étendre notre activité à d'autres domaines que l'ass. maladie-invalidité.

Il n'est pas juste que Drumeaux, principal responsable de la Mutuelle, soit/memb. du secrétariat, mais vous pouvez l'utiliser pour l'éducation ce qui semble compatible avec ses fonctions à la mutuelle.

R.F.P. et J.P.B. c'est très mauvais. Vous ne voyez pas clair. Vous ne pouviez pas tolérer que Ro Lewin ne retire rien de ses contacts. Que font les femmes membres du Parti ?

12 sections de moins de 25 membres, concentrer/tout où c'est possible.

Bonenfant a une sensation d'écrasement parce qu'il n'y a pas de direction collective, qu'il doit créer pour qu'il ait le temps de réfléchir et d'adapter la ligne du P. à la région.

Rapport
Remarques G. Glineur

En rassemblant les éléments pour examiner comment avaient été appliquées les décisions du C.C. sur la travail parmi la jeunesse, je me suis demandé si, effectivement, j'étais bien placé pour faire rapport sur ce point, et, l'application et le contrôle de l'application des décisions prises par le C.C. et le B.P., étant du ressort du secteur organisation, si Bert Van Hoorick n'aurait pas été mieux en place que moi pour le faire - peut-être pour une autre fois.

En dehors de ces considérations valables, j'ai fait le travail.

Il y a lieu tout d'abord de rappeler que la résolution votée à l'issue de l'important C.C. du 16 mars après le rapport sur les jeunes présenté par le cde Lalmand, attirait l'attention du Parti sur la nécessité - l'obligation plutôt - pour le Parti de s'intéresser aux jeunes.

" Si dans notre pays - dit la résolution - les jeunes ne sont pas encore gagnés en nombre suffisant à l'idéal du communisme, il en est en grande partie de notre faute".

Des tâches immédiates furent décidées par le C.C. en vue d'activer le travail du Parti parmi les jeunes :

1) d'apporter aux jeunes une aide constante pour assurer le succès de leurs revendications propres. A cette fin, les fédér., sections, cellules doivent savoir où se trouvent les jeunes - casernes, écoles, usines. Elles doivent connaître les intérêts économiques, politiques, culturels des jeunes, pour les défendre - recruter parmi les jeunes.

2) Veiller à ce que tous les jeunes communistes de moins de 25 ans militent dans une organisation de masse de la jeunesse (J.P.B. - Union des Pionniers - Etudiants - Jeunes Filles).

3) Il sera tracé comme objectif à toutes les sections et cellules du Parti de créer au plus tôt dans le secteur qu'elles contrôlent les conditions permettant de passer à la constitution d'un groupe ou d'une section de la J.P.B. ou Union des Pionniers.

4) D'accorder une attention toute particulière à l'éducation et à la formation idéologique des jeunes communistes.

Ceux-ci seront systématiquement amenés à participer aux écoles fédérales, aux cercles d'études fédéraux et aux soirées éducatives en même temps qu'ils seront associés à l'expérience des actions quotidiennes.

5) ^{D'aider} les organisations progressistes de la jeunesse à rassembler dans de larges actions unitaires, les jeunes de toutes opinions pour marcher à la conquête de ce monde/Paix et de bonheur auquel nous aspirons tous.
de

Déjà, au cours d'une réunion d'un B.P., tenue en juillet, a été contrôlée l'application des décisions prises par le C.C.

Il est résulté de ce premier examen, que le travail propre du Parti parmi la jeunesse avait été entamé très timidement - et trop insuffisamment.

En ce qui concerne l'aide du Parti à la jeunesse - 18 ~~sections~~ sections ou groupes J.P.B. avaient été créés par le P. ou avec aide principale du P. 16 groupes en perspective de constitution suite au travail du P. 10 groupes pionniers créés par le P. ou avec son aide principale.

Une cinquantaine de militants furent passés du parti à la jeunesse.

La conclusion était que si les résultats, si maigres soient-ils, révélaient les possibilités existantes. Ils révélaient aussi que la moyenne partie des sections et la plupart des cellules ne s'étaient pas préoccupées de la question.

-:-

Après analyse et discussion sur l'application des tâches fixées par le C.C., les mesures suivantes furent décidées par le B.P. (voir p. 6 et 7).

Voyons en procédant par ordre ce que le parti a réalisé des tâches découlant des décisions du C.C. du 16 mars et du B.P. de juillet.

Qu'y a-t-il eu de fait pour orienter par la propagande le travail du parti parmi la jeunesse.

Le reportage enquête D.R. n'a pas été fait à cause paraît-il de difficultés rencontrées à la rédaction du journal qui a dû travailler avec 2 hommes en moins. Le cde Joye a promis de faire le nécessaire à bref délai.

Les articles ~~prévus~~ prévus par différents dirigeants n'ont pas été faits.

En ce qui concerne les journaux d'entreprise et locaux, une directive générale a été donnée, mais la nécessité de réagir pour chaque publication où il n'est pas parlé à la jeunesse a été perdu de vue.

Le B.O. a eu lieu - mais de l'avis du S.O. dans les discussions qu'il a eues avec les délégués du C.C. et celles de ces derniers avec les fédérations, ~~l'axe~~ fut trop rarement soulevée après la réunion du B.O. la question du travail du Parti parmi la jeunesse et il y eut en ordre principal intervention du Parti dans l'aide aux J.P.B. et Pionniers.

Quelques bureaux fédéraux se sont réunis avec à l'ordre du jour l'examen, critique et autocritique de l'exécution des décisions du C.C. et des mesures concrètes à prendre pour appliquer ces dernières.

Notamment en leur faisant connaître la ligne décidée par la direction, en leur fournissant des directives rédigées par la J.P.B. nationalement. C'est ce qui se fait, mais il est clair que cette aide est inutile si les liaisons n'existent pas, si les directions fédérales ne réalisent pas la nécessité d'aider les jeunes par des conseils à réaliser les activités politiques prévues, si les directives restent dans les tiroirs.

La liaison du Parti et les jeunes à tous les échelons où existent des fédérations ou des sections J.P.B.s'impose.

Aide du Parti à la constitution des sections et groupes J.P.B.

Voyons le négatif d'abord. La J.P.B. avait en mars 1952 - 48 sections et groupes J.P.B., elle en a perdu 8 : Woluwe - les 4 groupes du Borinage, Wasmes - Pâturages etc.. à Huy - Marchin; Ostende, Louvain.

En ordre principal parce que le Parti est particulièrement au Borinage s'en est totalement désintéressé et ne passe pas de cadres à la J.P.B.

15 sections ou groupes nouveaux furent constitués. La plupart à l'invitation ou avec l'aide du Parti, très souvent après des actions organisées avec le concours du Parti : à Couillet, Charleroi, Goutroux, Châtelet à Jemappes - 4 groupes à Liège Ville. Aubange, Mouscron, Menin, Eeklo, Dendermonde.

Cadres passés à la J.P.B.

Vleminckx - Bruxelles; Ramon - Termonde; Boelens - Gand; Surex - Liège; Dupont - Menin.

L'aide apportée aux Pionniers a été plus large, les contacts plus régulier même sur le plan fédéral. Aussi un développement constant et qui va en s'accroissant du mouvement pionnier est à signaler.

-:-

Fédération Liège - Depuis ce mois contact avec la direction fédérale. Bonne aide du Parti - pour Seraing-Angleur - contact avec le parti - Outre-Meuse et Bressoux.

-:-

Anvers - contact régulier avec la fédération - aide du Parti groupe du Centre. ~~Groupe~~ Groupe à Borgerhout grâce au contact avec le P. - Hoboken - aide du Parti. Zuid, aide du P. pour constitution, groupe Kiel - contact avec le Parti. Burcht constitution par le parti.

-:-

Fl. Orientale - contact difficile avec fédération mais aide efficace des sections du P. à Alost, Grammont, Ninove, Lokeren.

-:-

Tournai - trop peu d'aide du Parti - difficile à avoir contact avec la fédération.

Charleroi - avec l'aide du P. débute à Châtelineau, Goutroux.

Brabant - contact régulier et aide de la fédération - reçu cadres. A l'échelle des sections pas d'aide si ce n'est d'Anderlecht.

Education - Un effort dans ce domaine a été fait. 10% de jeunes suivis les cours de section fédéraux et participé aux cercles du parti - et particulièrement dans le Borinage - Namur - Huy - Alost - Gand etc...

En conclusion, le problème des jeunes est en général loin d'être considéré dans le parti comme le problème essentiel. Dans le meilleur des cas, il est vu sous l'angle de l'aide à apporter aux J.P.B. et aux Pionniers.

Le Parti qui est le seul à pouvoir apporter à la jeunesse des perspectives exaltantes qui correspondent à sa volonté de lutte, à son besoin de servir et à sa confiance dans l'avenir, reste à l'écart de la jeunesse, ne va pas au devant elle.

C'est là une grave lacune dans notre travail qui souligne la grosse déficience dans l'organisation des actions à la base du parti, - dans nos sections et cellules - la nécessité des organisations de masse pour toucher les couches de la population reste incertaine.

Le contrôle de l'application des décisions a eu l'avantage de faire ressortir les nôtres. Je pense que les propositions formulées au B.P. de juillet sont toujours valables, il y aurait lieu de les reprendre et de contrôler de plus près leur application.

:--:--:--:--:--:

D'après le dernier recensement dont les résultats viennent d'être publiés, et aussi, d'après l'étude du Cam. Sevrin - il apparaît que notre fédération compte

	60.000 travailleurs
dont	<u>27.000</u> seulement travaillent
dans la région -	33.000 travailleurs soit 56 %

cherchent leur occupation en dehors du territoire de la fédération.

Ces 33.000 travailleurs se déplacent tous les jours, soit dans le Borinage, la région de Bruxelles ou en France .

Dans les 7 villes de la fédération qui totalisent 84.000 habitants - soit un tiers de la population de la région - 60 % de la population active, travaillent dans ces villes .

Sauf à Tournai, où 90 % de la population active travaille dans la ville.

Ainsi donc les travailleurs qui sont occupés en dehors du territoire de la fédération, viennent surtout des villages où il n'y a pas d'industrie.

Les 27.000 travailleurs occupés dans la région, le sont dans les principales branches d'industrie, notamment : le textile, la pierre, les services publics, la métallurgie, le bâtiment et l'alimentation .

Examinons séparément chacun de ces secteurs industriels, selon leur importance, leur évolution, les forces en présence, le travail du parti, ses résultats, ses erreurs et ses perspectives .

Le Textile:

Voyons tout d'abord le secteur du textile qui occupe le plus d'ouvriers, soit 24 % du total .

Dans ce secteur industriel, surtout dans les bonneteries et la filature, la main d'œuvre féminine représente 80 % du personnel .

La petite entreprise domine dans le secteur textile, à l'exception de la filature Philipart à Tournai, qui occupe 450 ouvriers .

Les Trois Suisses à Tournai,	qui occupe	250	ouvriers
id. à Dottignies,	" "	250	"
L'Usine Vinois, d'Ellezelle,	" "	300	"

dont 50 % de femmes .

Le textile est durement frappé par le chômage. C'est dans ce secteur que les salaires sont les plus bas, surtout dans la bonneterie. Certains tisserands de Ellezelles, peuvent gagner 27 frs de l'heure.

Parcontre, dans la bonneterie, 60 % des ouvriers ne gagnent pas plus de 11 frs de l'heure, et, sur ces 60 % - 34 % ne gagnent pas plus de 8 fr 50 de l'heure ; - 6 % seulement des femmes gagnent un salaire dépassant 20 frs de l'heure .

Or Benelux fait peser une sérieuse menace sur les salaires des travailleurs du textile .

Le 11 mars dr. - lors de la réunion de la fédération patronale du textile, le Ministre Duvieusart a déclaré aux patrons qui se plaignaient de Bénélux:

" au sujet de Bénélux, a déclaré le Ministre , - je regrette de ne pouvoir apporter de bonnes nouvelles. J'espère qu'une solution interviendra. On n'égale pas les salaires par des mesures brutales, affirme le ministre, c'est impossible, mais ce qui est possible, c'est d'adopter telle ou telle politique en vertu de laquelle les salaires se fixent " .

Peltzer, dirigeant de la fédération patronale, est pour l'intégration économique de l' Europe, mais en faisant disparaître la disparité des salaires .

Ceci démontre combien la reconquête de notre indépendance nationale est nécessaire, pour empêcher la réduction des salaires et l'aggravation du chômage dans le textile .

Dans cette industrie de consommation, le chômage s'aggrave par suite des restrictions du marché intérieur, - restrictions qui sont dues à la réduction du pouvoir d'achat de la population travailleuse .

La restriction du pouvoir d'achat se caractérise notamment par le développement du chômage, les difficultés de la paysannerie et d'autres restrictions dues à la politique de guerre , qui ont également leur répercussion dans la région .

Le déséquilibre économique dû à la politique de préparation à la guerre, aggrave ainsi le marasme dans cette industrie de Paix .

La restriction des échanges commerciaux avec tous les pays est de nature à aggraver encore la situation dans l'industrie textile . Nous nous sommes attachés au problème des échanges entre l'Est et l'Ouest, - et pour ce qui concerne notre région, une expérience a été faite .

Depuis cette expérience, il règne dans la région de Quevaucamps, une certaine confusion. Les patrons ont obtenu en effet

de l' U.R.S.S. - lors de la Conférence Economique, une commande de sous-vêtements, ce qui a permis aux ouvriers de travailler environ un mois .

Cette commande a détruit le bobard selon lequel "les soviétiques ne voulaient pas faire d'affaires avec nous " .

De notre côté nous nous sommes réjouis de la commande soviétique. Le Parti a propagé la nouvelle en ne voyant qu'un aspect du problème: celui qui consistait à apporter du travail aux chômeurs sans toutefois mettre l'accent sur le fait que l' URSS ne pourrait continuer à passer ses commandes, que dans la mesure où le gouvernement belge admet une politique d'échange entre la Belgique et l' URSS .

L'erreur du Parti est donc de ne pas avoir popularisé la nécessité des échanges commerciaux et de rendre le gouvernement belge responsable du fait que les soviétiques ne passent pas de nouvelles commandes dans le textile .

Notre tâche urgente est de constituer un comité pour le développement des échanges entre l' Est et l'Ouest dans l'industrie textile .

De telles possibilités existent à Quevaucamps et aussi à Ellezelles où Vinois , Sénateur-Bourgmestre libéral qui sur le plan local collabore avec les communistes au Collège échevinal, pourrait être pressenti pour faire partie d'un comité de ce genre .

Il y a un autre aspect du travail dans le secteur textile, c'est notre pénétration dans les entreprises .

Il est nécessaire d'introduire dans notre plan de travail, la constitution d'une cellule d'entreprise chez Vinois .

L'usine Vinois, est la plus importante de la région d'Ellezelles: 78 % du personnel est syndiqué à la F.G.T.B.- Nous avons 4 membres du Parti à l'usine, 2 délégués du syndicat sont membres du Parti. Le cam. Wattiez, secrétaire de la section locale est délégué principal chez Vinois.

La délégation syndicale pour toutes les entreprises d'Ellezelles est composée de 8 membres, dont 2 communistes, un socialiste et 5 sympathisants au Parti .

L'usine Vinois est la plus importante à Ellezelles, et c'est vers elle, que nous devons, pour l'instant, nous orienter

Nous avons déjà essayé de créer une section d'entreprise chez Vinois, il y a de cela plusieurs mois, mais nous n'avons pas rencontré d'enthousiasme de la part de la section d'Ellezelles.

Nous ne voulons pas que le cam. Wattiez, délégué syndical

prenne la direction de la cellule d'entreprise. D'autre part, le cam. Wattiez n'est cependant pas partisan de la création de la cellule d'entreprise.

Les camarades d'Ellezelles, ne comprennent pas le rôle politique que doit jouer la cellule d'entreprise. Ils ont une conception purement économiste de l'action ouvrière à l'entreprise; ils suivent le mouvement spontané, ce qui les empêche de voir le rôle politique que peut et doit jouer une cellule d'entreprise.

Notre première tâche sera donc d'expliquer à la section d'Ellezelles l'importance du rôle des cellules d'entreprise. Nous devons amener progressivement les sections locales à diriger les cellules d'entreprises de leur localité, car les cellules qui existent jusqu'à présent dans la fédération, ont été créées et sont dirigées par la fédération.

Je pense qu'étant donné nos possibilités actuelles, nous ne voyons la création d'une cellule d'entreprise que chez Vinois, en suivant de près cependant ce qui se passe à l'Usine des Trois Suisses à Dottignies.

Nous devons nous préoccuper de ce qui se passe à la filature Philipart à Tournai, qui occupe 450 ouvrières. Cette usine est un véritable bagne.

Notre tâche immédiate est de dénoncer ce bagne et d'appeler les ouvrières qui y travaillent, à la lutte.

Il reste alors les "Trois Suisses" à Tournai. Les ouvrières dépassent rarement l'âge de 25 ans dans cet établissement. La direction emploie ~~exclusivement~~ des jeunes ouvrières dans le but de payer de bas salaires.

Là aussi, nous ne voyons momentanément le travail à l'entreprise, que sous la forme de propagande extérieure.

Dans le secteur de Leuze et de Quevaucamps, c'est la petite entreprise de 5 à 10 ouvriers, où travaillent surtout des femmes; nous ne voyons pas la possibilité d'un travail à l'entreprise.

En conclusion, le secteur textile est celui qui occupe le plus de personnel dans la fédération, mais le personnel est éparpillé dans une multitude de petites entreprises, et le personnel féminin est le moins combattif.

Dans ces conditions, il ne constitue pas le secteur essentiel de notre activité à l'entreprise. Les secteurs essentiels de la région restent les carriers et les métallurgistes.

La Pierre :

Passons maintenant au secteur de la pierre .

Dans ce secteur, le nombre d'ouvriers a sensiblement diminué . Pour les trois catégories de travailleurs de la pierre porphyre, chaux-ciment et pierre de taille - le nombre passe de 6000 carriers avant la dernière guerre, à 2.000 actuellement.

Mais si les carriers sont moins nombreux que les ouvriers du textile, le prolétariat des carrières est plus disposé à la lutte .

Dans le porphyre de la région de Lessines, on comptait encore 2000 carriers en 1948; il en restent aujourd'hui 800. Sur 14 carrières en activité encore en 1948, - il en restent 6 en exploitation .

La réduction du nombre d'ouvriers est due surtout à la modernisation par l'installation de concasseurs géants .

Ces installations ont été décidées après le retour d'une commission d'études en Amérique, envoyée là-bas par la Société du Porphyre .

La production de concassé de porphyre pour Quenast et Lessines, passe de 2 millions de tonnes en 1948 - à 3 millions en 1952.

Depuis 1948, le nombre d'ouvriers du porphyre a diminué de 60 % pendant que la production augmentait de 66 % .

Dans cette période de forte demande de concassé pour les routes stratégiques et les aérodromes, les capitalistes du porphyre poussent au développement de la production . C'est le développement du capitalisme de monopole à la recherche du profit maximum . La grosse société des Carrières VINES , est parvenue à écraser les petites carrières, qui ont fermé leur porte les unes après les autres .

Bien que les industriels du porphyre déclarent avoir, dès maintenant, un million de tonnes de concassé commandé pour 1953- il ne faut pas s'attendre à voir embaucher de nouveaux carriers. Le nouveau matériel permet de faire face aux grosses commandes, et non seulement à cause du nouveau matériel, mais également par l'augmentation de la productivité, par l'établissement du système des cadences accélérées .

Pour les pavés de porphyre, la situation est différente . Dans ce secteur nous assistons à une mise en chômage par suite du manque de commande. Nos pavés de porphyre sont concurrencés par les pavés scandinaves et Portugais, mais surtout, par le pavé de remploi hollandais .

Les hollandais retaillent de vieux pavés, ou encore, ils font tailler en pavés les petits blocs qu'ils importent de Belgique pour la construction des digues. L'importation de pavés à des prix moins élevés, provoque le chômage chez les rompeurs et é-pinceurs - qui sont au nombre de 300 environ à Lessines.

Il est certain que l'arrêt des importations étrangères de pavés, permettrait la liquidation du chômage parmi cette catégorie de travailleurs.

Or, aux réclamations récentes, le Ministre des affaires économiques a répondu que la pierre et les pavés, figuraient à la liste de libération des importations déposée par la Belgique à l'O.E.C.E. - Il est donc impossible d'envisager le contingentement des importations.

C'est ainsi qu'en liant notre économie à l'économie européenne, nous perdons toute liberté d'action pour défendre l'économie nationale. La perte de notre indépendance dans ce domaine ruine notre économie et aggrave la misère des travailleurs.

Ici encore nous pouvons lier à notre action parmi les épinceurs de pavé, la lutte pour reconquérir notre indépendance nationale.

Dans le porphyre, il faut faire un effort pour installer le parti à l'entreprise et particulièrement, aux Carrières VINES à Lessines, qui occupe 350 ouvriers.

Il s'agit, à Lessines, de regagner la confiance des travailleurs abandonnés par le parti et le S.U.

Pendant la période du rattachement de Lessines à la fédération de Soignies, puis à la fédération du Centre - la section a été isolée. Le Parti n'a pas réagi en 1948 lors des premières fermetures de carrières.

L'inaction du S.U. - dirigé par Lenoir, est une des causes de la situation catastrophique du S.U. à Lessines.

La section du Parti, mal dirigée par Kilmoes, n'a pas pu développer une action contre la fermeture et lorsqu'il y a quelques mois nous avons amorcés l'action contre la fermeture de carrières, on nous a dit que nous venions un peu tard.

Nous avons pris des mesures contre cette situation; nous avons ~~éliminé Lenoir~~ aidé le S.U. à éliminer Lenoir.

Nous avons remis un peu d'ordre dans la section du Parti. La semaine dernière nous avons éliminé Kilmoes du Comité. Nous avons désigné un nouvel S.P. et un nouveau trésorier. En une semaine le nouveau comité a réussi à faire rentrer 73 talons de cartes de membres - ce qui démontre que nous sommes sur la voie du redressement à Lessines.

Notre tâche à Lessines est de constituer une cellule d'entrepris aux Carrières VINES et d'aider au renforcement du S.U. et à la consolidation de la direction de la section locale .

Dans le secteur Ciment et pierre à chaux - nous assistons au même phénomène que pour les concassés de porphyre .- Les **grosses** demandes de ciment poussent à la concentration capitaliste et à la modernisation.

En échange de francs belges, la C.B.R. a reçu des dollars Marshall pour l'achat en Amérique de l'Usine de Lixhe .

Les Usines d'Obourg viennent, à leur tout, de construire le plus grand four rotatif du monde .

Ces deux usines produiront ensemble la moitié de toute la production belge de ciment.

Le Tournaisis est un terrain de lutte entre les deux trusts du ciment.

Le C.B.R. s'est emparé de l'usine Cimescaut, et la Carrière du "Coucou" qui s'y rattache, fut fermée .

Le trust d'Obourg s'empara de la cimenterie Dumont-Duquesne, qui fut fermée à son tour .

Le plan Marshall a permis la modernisation des cimenteries; la production est poussée à fond pour permettre la réalisation des plans de guerre, mais cela entraîne la fermeture d'usines et la mise en chômage de nombreux ouvriers .

Le retour à une politique de Paix permettrait d'utiliser le ciment à la ¹re construction de la ville de Tournai où, sur les 1402 maisons complètement détruites pendant la guerre - 462 immeubles seulement avaient été reconstruits en janvier 1953 .

D'autre part, les techniciens déclarent que le Bassin du Tournaisis, produit la chaux hydraulique, considérée comme la plus riche du monde. La spéculation des trusts provoque donc l'abandon d'une richesse nationale.

Ici aussi, notre lutte contre le chômage et la fermeture d'usine peut être liée à notre action pour la défense de l'indépendance nationale, la lutte contre le Plan Marshall et la politique de guerre.

Pour mener cette action, nous avons le Parti et le S.U. de la pierre .

Bien que la S.U. de la pierre ait perdu des membres, il a montré qu'il était encore capable de jouer un rôle important dans la lutte de la classe ouvrière lors de l'action qu'il a menée contre la **fermeture** de la Cimenterie Dumont-Duquesne.

Le S.U. dans le Tournaisis, a reçu des coups successifs: Namont et Lenoir ont discrédité le S.U.

En 1950, le non paiement ou le retard de paiement des journées de grève, a fait perdre des membres au S.U. Il est passé de 350 membres à 250 .

Comme le S.U. réclame une cotisation pour la constitution d'une caisse de résistance en cas de grève, il se devait de payer les grévistes, mais l'argent de la caisse de résistance du S.U. a été dépensé ailleurs.

Aujourd'hui, la même situation persiste au S.U. - si une grève devait éclater le S.U. de la pierre se trouverait devant de graves difficultés .

Les nouvelles dispositions en matière de chômage, accordant aux syndicats ~~aux syndicates~~, sauf au S.U., le paiement des chômeurs a porté un nouveau coup au S.U. de la pierre dans le Tournaisis . D'après le cam. Caroes, il resterait au S.U. 180 membres pour la région de Tournai, sur environ 1000 carriers et cimentiers encore au travail . Depuis la mise en vigueur du nouveau système du paiement des chômeurs, le S.U. de Tournai a perdu 70 membres .

Les 180 membres sont répartis dans différentes entreprises.

Jusqu'à présent, le S.U. n'est pas parvenu à s'installer dans les deux plus grosses Cimenteries du Bassin: Bataille et Cimesaut. Ces deux entreprises occupent la moitié des carrières du bassin .

Comme le S.U. est éparpillé en petits groupes et qu'il n'a pas d'appui dans les deux plus grosses entreprises, il lui est difficile de jouer un rôle décisif .

On peut citer comme exemple le référendum qui a été fait à la fin de 1951 au sujet d'une augmentation de salaire de 2 francs de l'heure. Le S.U. a consulté par referendum tous les ouvriers dans les entreprises où il a une certaine influence . 83 % des ouvriers a voté une motion se déclarant prêt à la lutte pour les deux francs. Le S.U. ne put rien entreprendre de sérieux parce qu'il n'est pas parvenu à organiser le referendum dans les deux plus grosses usines de la Région: Bataille et Cimescaux . Les ouvriers en effet ne pouvaient concevoir une action en dehors de ces deux grosses entreprises .

La tâche du S.U. est donc de pénétrer dans ces deux entreprises. Cette tâche sera rendue difficile par le fait que l'appui qu'il avait chez Bataille, vient de disparaître. En effet, une dizaine de membres du S.U. mis en chômage, ont rejoint le syndicat chrétien ou la F.G.T.B. - afin de pouvoir toucher les indemnités de chômage .

Il faudra aussi examiner avec le cam. Caroes comment lutter contre le courant sectaire qui existe au S.U.

La dernière grève de Thorn nous a donné un exemple; en effet, les ouvriers menacés étant affiliés à la Centrale Socialiste les syndiqués du S.U. ne voulaient pas s'en occuper.

Le S.U. a toutefois mené une activité sérieuse, en décembre dernier, contre la fermeture de l'usine Dumon-Duquesne. Le S.U. a pu démasquer la duperie des dirigeants de la Centrale qui refusèrent de se présenter devant l'Assemblée des ouvriers de l'usine. Le Parti avait épaulé le cam. Caros dans cette action. Le S.U. avait gagné en sympathie parmi les travailleurs de cette entreprise, mais au moment où les ouvriers étaient mis en chômage avait lieu l'application de l'arrêté accordant aux syndiqués le paiement de chômeurs, ce qui a empêché des syndiqués de la Centrale de rejoindre le S.U.

L'usine étant fermée, nous avons perdu le contact avec les ouvriers de Dumon-Duquesne.

La reprise de contact aurait pu se faire au bureau de pointage des chômeurs.

L'organisations de meetings au Bureau de pointage avait été prévue par le S.U. et pas par le Parti, mais ces meetings n'ont pas eu lieu.

Il y a eu toutes sortes de raisons invoquées: le froid en janvier et février; l'auto-radio en panne, etc.. Mais nous n'avons pas fait suffisamment d'efforts pour remédier à cette situation.

L'action commencée à Dumon-Duquesne contre la fermeture, avait été bien menée pendant un mois; cette action fut arrêtée après la fermeture. Pourquoi? Je crois qu'il faut trouver l'explication dans notre incapacité de faire un travail continu. Nous travaillons par à-coup. Nous avons fait un certain travail parmi les chômeurs de Tournai, mais un travail insuffisant.

Le Comité de Chômeurs a été lancé sur la question des 100 Kgr. de charbon, et contre les arrêtés Vanden Daele. Mais l'action parmi les chômeurs s'est ~~arrêlée~~ limitée à Tournai-ville.

Une de nos faiblesses à corriger c'est de faire en sorte de bien choisir nos actions, et persévérer pour les conduire à bonne fin.

La fédération doit donc se préoccupier d'urgence de ce problème des carriers mis en chômage et du problème du chômage en général. Pour ce qui concerne la région de Tournai, nous devons nous orienter sur Tournai; on il y avait encore en février 1953 - 1800 chômeurs inscrits à Garain- Rx x avec 450 chômeurs; à Bruyelle x 130; - à Chercq 120 et à Calonne 110.

Pour ce qui concerne les carrières de Tournaisiens, nous n'avons qu'une cellule d'entreprise chez Delwart.

C'est une carrière qui occupait 60 ouvriers, et dont le personnel est fortement réduit, et où le système de chômage alternatif fonctionne de sorte qu'il devient difficile de toucher les membres de la cellule.

Une de nos tâches est d'examiner les méthodes de travail dans de telles entreprises frappées par le chômage, - par exemple en organisant une réunion de la section d'entreprise le jour de paie; ce jour-là tous les ouvriers de l'entreprise sont rassemblés.

Et notre seconde tâche est de pénétrer dans les deux plus grosses entreprises du Bassin, c'est à dire Bataille et Cimescaut.

Le petit granit:

Vient ensuite l'industrie du petit granit, qui, après le boom de la reconstruction, subit la crise pour la première fois depuis la libération.

Déjà en 1952, la construction privée était en régression, et l'année 1953 ne s'annonce pas bien dans l'industrie de la pierre de taille. D'habitude à cette époque, les plans sont déposés dans les carrières, en vue de la reprise du printemps; les patrons sont unanimes à se plaindre cette année du manque de commandes.

Il s'agit ici d'une industrie de paix qui subit le ralentissement dû aux restrictions des avances de crédits accordés pour les travaux publics et la construction d'habitations.

Ici aussi le retour à une politique de paix peut permettre une reprise de la construction.

Le petit granit n'existe dans la fédération qu'à Maffles, pour 3 carrières qui occupent environ 200 ouvriers.

Dans l'une d'elles, qui occupe 70 ouvriers, le syndicat unique est le plus nombreux: 35 membres; les conditions de travaux y sont plus avantageuses qu'ailleurs, et notamment l'abolition du contrôle de la production de chaque ouvrier.

La cellule d'entreprise ne vit pas. Les camarades du Parti y font du travail du syndicat unique.

Par suite des conditions éconômistes, profondément enracinées chez les carriers, ici non plus les camarades ne saisissent pas l'utilité d'une cellule d'entreprise.

Il convient ici aussi d'expliquer aux communistes de cette entreprise l'utilité et la nécessité des cellules d'entreprises.

Les Métallus :

Les métallurgistes sont surtout groupés à l'usine Meura de Tournai: 300 ouvriers ; - l'Usine Carton: 300 ouvriers; - St Eloi à Enghien: 250 ouvriers; - Fonderies de Beloeil: 70 ouvriers; - Wilm: 70 ouvriers.

Bien que n'étant pas très nombreux, les métallurgistes de Tournai ont montré qu'ils étaient en pointe lors de la grève du début de 1952 pour une augmentation de 0.75 fr l'heure.

Les ouvriers de chez Carton, sont syndiqués à 85 % à la F.G.T.B.; le délégué principal est un communiste. Il a organisé la pétition pour la libération du soldat Despierre, - un pétitionnement contre les arrêtés Vanden Daele sur la Sécurité Sociale ..

C'est au travers de cette pétition que nous sommes parvenus à créer une section d'entreprise chez Carton.

A l'occasion de la mort du camarade STALINE, une adresse de sympathie à l'ambassade soviétique a été signée par le tiers du personnel (plus de 100 signatures).

Le cam. Van Crayeneste, délégué principal à l'Usine Carton, a fortement aidé à constituer cette section d'entreprise. Il s'agit maintenant de la faire vivre.

Pour Carton nous avons réussi plus facilement qu'ailleurs, mais il faut constater que le cam. Van Crayenest n'est pas un "économiste" - il lie à chaque revendication la perspective politique. Dans les autres entreprises métallurgistes, nous n'avons que de faibles appuis.

Notre tâche consiste cependant à développer notre travail à l'entreprise parmi les métallurgistes - il consiste : chez Carton : à donner une vie à la cellule d'entreprise. chez Meura : chez Wilm : chez Super - faire pénétrer nos mots d'ordre sous forme de propagande et notamment par la parution régulière du journal d'entreprise des métallurgistes "Le Marteau".

Le travail de la cellule Carton à Tournai, est plein d'enseignements pour notre action pour le développement du Parti.

Ils sont 6 membres, parmi lesquels 3 jeunes. Ils ont déjà comme perspective d'atteindre 40 membres dans l'entreprise.

Ils choisissent les candidats membres dans les 100 signatures de la lettre d'hommage à Staline. Ils discutent de l'action syndicale. Ils comprennent que dans les grandes assemblées de métallurgistes, ceux de Carton seuls ne pourront pas l'emporter; un des membres de la cellule Carton va lui-même voir des métallurgistes de chez Meura, pour les inviter, eux aussi, à constituer une cellule.

Une délégation de l'usine est venue à la séance d'hommage à Staline. Les délégués de la cellule sont déjà désignés pour le Congrès fédéral.

Depuis longtemps nous cherchons des cadres prolétariens, pour la section de Tournai particulièrement. Nous sommes sur la voie de les trouver à l'entreprise. C'est Carton et Meura qui va nous fournir des cadres prolétariens pour la section de Tournai.

La cellule d'entreprise Carton va nous permettre de développer le travail du Parti à l'entreprise et au syndicat, ce qui va nous permettre de renforcer le Parti.

Une corporation importante de la région est celle des Services Publics. Elle représente 15 % des ouvriers de la région. Les ouvriers des services publics sont dispersés sur le territoire de la fédération, ouvriers de voirie, - ouvriers des voies de chemin de fer et vicinaux, les postiers etc..

Il y a cependant des concentrations d'agents des services publics, notamment à ATH - dépôt des machines du Chemin de fer, environ 250 ouvriers; - l'Usine électrique d'Antoing 200 ouvriers; la Centrale électrique de Deux Acren: 350 ouvriers. Poste de Tournai: 125 agents. Dépôt vicinaux de Tournai - une cinquantaine.

Les possibilités de pénétration pour le Parti s'offre à la Centrale électrique de Deux Acren; nous n'avons que 3 communistes à l'entreprise. Le délégué principal est un sympathisant. D'autre part, un autre délégué d'une section de l'usine est membre du Parti.

La F.G.T.B. groupe 90 % du personnel de cette entreprise. Des contacts ont été pris avec les communistes de cette entreprise. Nous devons envisager une action de propagande à la gare de Tournai.

Un cheminot de la gare de Tournai vient en effet, après la conférence sur le Congrès de Vienne, de recruter 107 membres à l'U.B.D.P. parmi les cheminots de Tournai. Une section de l'U.B.D.P. est donc en formation chez les cheminots de Tournai.

Le recrutement d'un grand nombre de partisans de la Paix - à la gare de Tournai - doit faciliter notre travail du Parti.

Mais pour l'instant, je crois que nos possibilités sont plus grandes à la Centrale Electrique de Deux Acren, et que c'est là qu'il faut commencer d'abord le travail du Parti .

Vient ensuite l'industrie de l'alimentation:

Il y a quelques sucreries. Les sucreries occupent du personnel en période de fabrication pendant deux mois de l'hiver. Les ouvriers qui y travaillent sont surtout les ouvriers agricoles et des petits cultivateurs .

Il est donc difficile de faire un travail parmi ces travailleurs.

Il y a aussi la Malterie de Beloeil, - la Brasserie du Lion à Tournai, - mais nos forces ne nous permettent pas pour le moment d'entreprendre un travail de pénétration dans ces entreprises .

Les frontaliers sont surtout groupés à Dottignies et environs.

Ils sont au nombre d'un millier environ. Leur situation est extrêmement difficile . Le nombre de frontaliers diminue, car l'augmentation du chômage en France provoque le licenciement des frontaliers occupés en France .

Les frontaliers ne peuvent pas faire de la politique dans les cellules d'entreprise en France , mais ils peuvent s'affilier à la C.G.T.

C'est pourquoi nos camarades français ont proposé le recrutement des belges à la C.G.T., même si ces travailleurs belges sont syndiqués en Belgique. Le Parti s'est prononcé en faveur de la double affiliation.

Il s'agit donc, pour ce qui nous concerne, de réunir les frontaliers sur la base locale et notamment, à Dottignies, Evregnies, Estaimpuis, Leers-Nord et Taintegnies, - c'est à dire les communes où il y a le plus de frontaliers - pour organiser avec eux la lutte politique sur le plan belge, c'est à dire au sujet des revendications qu'ils ont à faire valoir en Belgique .

Quant aux Mineurs ils travaillent dans le Borinage; ils sont surtout concentrés dans la commune de Bleton, Bernissart,

Quevaucamps, Peruwalz, et Bonsecours .

Sur le plan de l'entreprise, nous ne pouvons organiser les mineurs.- Nous pouvons cependant organiser les mineurs invalides et pensionnés, dans la Confédération Indépendante .

Pour ce qui concerne le bâtiment, les ouvriers sont surtout concentrés à Taintegnies et Rume . Il est difficile de les organiser en section d'entreprise, parce que les travaux sont de courte durée, et que le nombre d'ouvriers par chantier est très réduit .

Vient maintenant le problème du chômage dans le Tournaisis.

Les industries les plus frappées sont le textile et les carrières .

J'ai parlé du chômage dans les différentes catégories, mais le problème du chômage dans son ensemble doit nous préoccuper .

L'exemple de la constitution du comité de chômeurs de Tournai, pour la lutte contre les arrêtés du 5 décembre - doit être repris pour les grosses localités , notamment pour Ath -700; Lessines - 1000; Dottignies - 600; Ellezelles: 525; Tournai-1800; Antoing- 250; Estaimpuis - 250; Quevaucamps- 300; Basècles-300 ; Peruwalz - 450 .

A côté du secteur industriel, il existe dans notre fédération un important secteur agricole.

Dans la monographie paysanne qui vient d'être discutée à la fédération - il ressort que 20 % de la population active du Tournaisis , vit de l'agriculture .

La petite exploitation domine 3/4 des exploitations ou une culture de moins de 10 h. dont la moitié , moins de 5 h.

75 % des terres sont cultivées en location.

La propriété de la terre est en recul .

De 1929 à 1950 - la propriété paysanne a diminué dans le Tournaisis de 6.702 H- qui représente une somme approximative de 700 millions .

Le nombre des exploitations de plus d'un Ha. a diminué de 22 %.

12.735 fermes de plus d'un Ha. en 1929 - passent à 9.914 fermes en 1950 .

Le problème de la terre est très important dans la région.

Les cultivateurs du Tournaisis paient chaque année 118 millions de fermage - dont 90 millions, par les petits et moyens cultivateurs.

La culture principale de la région d'Ath, est l'élevage et le produit laitier.

La concurrence Bénélux, est un problème important pour les produits laitiers de la région .

Dans la région d' Ath , le problème du tabac mérite de retenir l'attention. Cette culture qui subit la concurrence américaine, et des colonies hollandaises , - se trouve dans une situation catastrophique.

La culture des plantes médicinales préoccupe surtout la petite culture et les semi-prolétaires . Elle ne nécessite pas de grande étendue de terrain .

La culture betteravière est surtout importante dans la région de Tournai , où la grosse culture domine .

Le nouveau système de paiement qui consiste, en fait, une diminution du prix de la betterave, va aggraver la situation d'un grand nombre de cultivateurs .

De sorte que la paysannerie de notre région, souffre dans tous les secteurs.

La betterave sucrière - n'est pas rentable;
l'élevage du bétail bovin, n'est pas rentable; ni l'élevage du porc.
Les produits laitiers, l'aviculture - le rapportent pas.

Or, voici maintenant l'apparition du Plan Vert, qui ne peut être avantageux qu'aux pays exportateurs, - or nous sommes tributaires, à 2/3, de l'étranger.

L'application du Plan Vert, serait une catastrophe pour l'agriculture en général, et plus particulièrement dans notre région.

Plus que partout ailleurs se pose la question de la lutte pour le retour à une politique de paix et d'indépendance nationale, contre Bénélux et contre le Plan Vert.

Queleest le travail du Parti à la campagne ?

Après le Comité Fédéral élargi du 16 novembre 1952 - nous sommes partis sur ~~des~~ bases plus précises, avec un plan plus ~~précis~~ et plus détaillé. Nous nous sommes fixés pour tâche de diffuser le D.R. dans 104 fermes; d'éditer un tract destiné aux cultivateurs du Tournaisis - qui a été diffusé à 1400 exemplaires.

Il avait été décidé que, en vendant le D.R., et en distribuant des tracts, - 104 contacts seraient établis avec les cultivateurs, et que 39 rencontres avec les cultivateurs devaient avoir lieu pour le 1er juin 1953.

Tout d'abord, il est juste de dire que nous devons embrasser le problème paysan dans toutes les sections de la fédération, - car nous avons des cultivateurs dans toutes les localités.

Nous sommes le 21 mars, et nous n'avons qu'une quarantaine de contacts par la vente du D.R.; - nous n'avons fait que 3 réunions sur les 39 prévues.

Bientôt nous rentrerons dans la période de travail au champ, - il deviendra plus difficile de réunir les cultivateurs.

Il est nécessaire d'accélérer l'organisation de réunions de cultivateurs. Une de ces réunions de cultivateurs a été particulièrement réussie à Ellezelles.

Dans notre travail à la campagne, il est certain que le "Mouvement de Défense Paysanne" - nous est d'un très sérieux appui.

Le M.D.P. prend position sur le problème de la Paix, - les accords de Bénélux, - le Plan Vert, - le Plan Marshall, - etc..

Ces positions sont admises par les cultivateurs.

Le M.D.P. a l'avantage de rencontrer une beaucoup plus large audience que le parti, auprès des masses paysannes, - ce qui facilite dans une très large mesure la pénétration de nos mots d'ordre à la campagne.

Le M.D.P. a été l'artisan d'un mouvement bien plus large que le M.D.P. lui-même, par la constitution du Comité de Défense

des planteurs de tabac, qui groupe la quasi (totalité) unanimité des planteurs - 700 sur 800 planteurs- .

Par cette action du M.D.P. j'ai eu l'occasion de parler plusieurs fois, à des centaines de cultivateurs récemment, devant une salle pleine de planteurs de tabac (environ deux cents) .

Après la réunion, des cultivateurs P.S.C. sont venus me trouver - ils m'ont dit qu'ils étaient P.S.C. - ils m'ont demandé des renseignements sur la position du Parti sur différents problèmes paysans (problème de la propriété, l'héritage etc..)

Par le M.D.P. - ~~j'ai eu l'occasion de parler plusieurs fois à des centaines de cultivateurs~~ - nous faisons pénétrer le parti parmi les paysans. Il y a donc de la part du M.D.P. - un incontestable apport pour le Parti. Mais d'autre part, le Parti peut aider le M.D.P.

L'exemple de la réunion d'Ellezelles est très significatif à cet égard.

La section du Parti organise une réunion de cultivateurs chez un cultivateur communiste; y viennent 15 cultivateurs dont 3 seulement font partie du M.D.P. et un seul communiste. Le communiste n'est pas membre du M.D.P. - il y a donc la des possibilités de recrutement, et la possibilité de faire de nouveaux membres au M.D.P. - J'ai transmis au cam. Moulin les noms et adresses, -il pourra ainsi organiser avec eux, une section du M.D.P.

A Deux Acren, forteresse des D.P.A. où le sectaire cantonal habite. Nos copains ont consulté 8 cultivateurs - qui sont d'accord d'assister à une réunion avec le cam. Moulin. A Deux-Acren, le M.D.P. n'existe pas, - il y a donc possibilité par l'intermédiaire du ~~Parti~~ travail du Parti, de développer le M.D.P. dans cette localité .

Le M.D.P. a constitué à Tournai un Comité de Défense des planteurs de betteraves, plus large que le M.D.P. - il y a là des possibilités d'élargissement de l'action qui sera profitable, et au M.D.P. et au Parti.

Il y a donc un intérêt réciproque de développement du Parti et du M.D.P.

J'en viens maintenant aux organisations de masses.

La F.G.T.B. que nous devons considérer comme la plus importante, groupe 13.000 membres, soit 25 % des ouvriers de la région.

Mais aux élections Prud'hommales, - la F.G.T.B. a obtenu 75 % des suffrages; ce qui démontre que la F.G.T.B. a une grosse influence sur les travailleurs de notre région.

Pour l'ensemble de la fédération, nous avons quelques délégués communistes au sein de la F.G.T.B.:

- 2 dans le Textile à Ellezelles
- 1 dans la métallurgie à Tournai,
le secrétaire régional non permanent de la C.G.S.P.
d'Ath
- 2 délégués Services Publics à Tournai
- 1 pour les produits réfractaires à Ath
- 1 permanent de la régionale C.G.S.P. de Tournai, le
camarade Lézy.

La liaison du Parti avec ces délégués se fait assez régulièrement avec 1 du Textile d'Ellezelles

1 dél. de la métallurgie de Tournai

1 délégué du produit réfractaire

Les contacts avec Lézy sont très difficiles. A la dernière réunion des délégués syndicaux qui devait avoir lieu le 9 mars - j'avais vu personnellement Lézy; il m'avait promis d'être à la réunion - mais Lézy était absent.

Dans la réunion syndicale, et notamment lors de la dernière grève des agents communaux, Lézy a démontré que les agents des Services Publics rencontreraient des difficultés à faire triompher leurs revendications, - tant que le gouvernement dépensera 40 milliards pour la guerre. Il évite les contacts avec le Parti - mais il prend quand même position sur la politique de paix dans les assemblées.

Il n'y a pas assez de communistes qui militent dans les syndicats, bien que 65 % des membres du Parti soient syndiqués.

Notre tâche immédiate est d'établir des contacts réguliers entre le Parti et les délégués et permanents communistes des syndicats; de convaincre les membres du Parti syndiqués, à assister à la réunion de leur syndicat et à y militer.

Je crois que pour arriver à cela nous devons réunir les communistes syndiqués des secteurs déterminés d'industrie et discuter avec eux de leur activité dans les syndicats; cela doit faciliter le travail des communistes dans les syndicats.

Organisations de masses groupant diverses couches de la population:

A côté des syndicats, nous avons une autre organisation de masse qui est 2 fois plus forte que le Parti - c'est la Mutuelle .

La Mutuelle " l'Unité" groupe environ 2000 membres, et n'a jamais connu depuis sa fondation en 1947 - aucune période de régression - au contraire - La Mutuelle a toujours progressé, et progresse encore maintenant.

Ses effectifs sont passés de 1348 en 1951,
à 1963 au 20 février 1953 .

Nous avons entrepris de politiser la Mutuelle.

Nous avons commencé par faire un Congrès , et élire un Conseil d' Administration par le Congrès.

Les délégués au Congrès étant élus par des assemblées locales, nous sommes parvenus à faire voter des ordres du jour pour la défense de la Paix, par les sections de Mutuelle. Plus tard, elle a imprimé des cartes au nom de la Mutuelle, pour soutenir les soldats de Csteau .

Plus tard, pour le Congrès de Vienne, et ensuite contre les arrêtés Vanden Dael.

Le Parti a largement contribué au développement de la Mutuelle; on peut dire que c'est grâce à ~~xx xxxxxxxx~~ au Parti que la Mutuelle a pris un tel développement.

Dans certaines communes, où le Parti n'a jamais existé, ou bien où le Parti a disparu, la section Mutuelle qui reste, permet le ^{maintien de} contacts avec les communistes .

C'est le cas pour les communes de Frasnes et d' Estaimpuis - où la section vient de réapparaitre à nouveau .

Dans ces communes où le Parti n'existait plus, il y a eu une liste aux élections. Le sectionnaire de la Mutuelle était le 1er candidat. Les résultats électoraux sont significatifs là où nous avons de bonnes organisations de masses .

Prenons le cas de Leers-Nord :

18 membres au Parti au moment des élections: la section vivote - mais il y a 160 membres à la Mutuelle.

Pendant des années le Parti n'a rien fait . Il obtient cependant 113 voix aux élections , avec 18 membres au Parti.

113 voix - sur 160 membres à la Mutuelle, il faut compter que tous les membres de la Mutuelle qui sont électeurs, ont voté pour le secrétaire de leur section.

A Estaimpois et à Frasné, où le Parti n'existait plus, il y a eu une liste par l'intermédiaire de la Mutuelle .

On vient de créer une nouvelle section de la Mutuelle à Vezon; après quelques réunions avec la Mutuelle, on s'aperçoit que l'on pourra constituer le Parti dans la commune.

La Mutuelle nous permet de garder de façon plus stable, par des liens plus solides, ceux qui sympathisent avec nous, et surtout, permet aux communistes qui dirigent la Mutuelle, d'avoir des contacts fréquents avec la masse en apportant un réconfort aux masses au moment où elles sont en difficulté .

Le Mouvement de la Paix :

Nous sommes parvenus à l'occasion du retour des délégués du Congrès de Vienne, à remettre sur pied un Comité Régional de l'U.B.D.P. - Dans le courant du mois de février, l'U.B.D.P. a tenu une réunion à Tournai, où étaient présents quelques cheminots; après la conférence, un cheminot se mit à recruter: il a jusqu'à présent recruté 105 nouveaux membres.

Nous avons une trentaine de membres à Lessines, 35 à Deux-Acren; 30 membres à Dottignies; une section à Quevaucamps .

Mais s'il y a un redressement dans ce domaine, nous avons trop de négligence en ce qui concerne la préparation du Congrès de Vienne . Le Secrétariat a fait preuve d'insouciance dans ce domaine. Cette insouciance est due au fait que nous n'avons pas, nous mêmes, une conscience du danger de guerre .

Il y a un sérieux travail à faire dans ce domaine, depuis la base au Comité fédéral .

Vient ensuite la Confédération des vieux pensionnés : qui se consitue en fédération .

La fédération sera composée de la section de Tournai - 350 membres; Lessines - 100 membres; Dottignies - 30 membres; Warchin - 15 membres; Rain - 10 membres; Bernissart - 45 membres.

Une section est en formation à Maffles. Nous pouvons dire, dès maintenant, que la confédération des Pensionnés compte 550 membres; il y a d'immenses possibilités de développement - puisque l'on compte plus de 50.000 personnes de plus de 65 ans - dans la région . - Il y a surtout des possibilités parmi les pensionnés mineurs de la région de Blaton, Quevaucamps, Basècles, et Péruwelz. Pour cette organisation, il y a de grandes perspectives. André Delreu, qui a si bien organisé les vieux de Tournai, devient le dirigeant fédéral des pensionnés .

Il nous reste l'important problème des Jeunes .

Nous avons 25 pionniers à Tournai, - une vingtaine de J.P. à Deux-Acres. - C'est tout ce que nous avons comme jeunesse .

Le problème des jeunes n'est pas quelque chose de facile à résoudre, - mais notre faiblesse dans ce domaine est vraiment trop grande, et nous nous sommes trop peu préoccupés de ce problème .

Après la réunion du Comité Central où le problème des jeunes fut discuté, - nous avons tenu des réunions pour discuter de cette question; nous avons constaté un fort courant anti-jeune, dans le Parti .

Nous avons souligné au Comité Fédéral, que la question des jeunes n'était pas une question dont il fallait parler occasionnellement, - mais que tous les problèmes qui se posent devant le Parti doivent être liés au problème des jeunes, - notamment au problème de la Paix - qui les intéresse au plus haut point - car ils sont les premiers sacrifiés .

Or, nous assistons à Tournai, notamment à une recrudescence des engagements volontaires à l'armée . Les engagements se font surtout chez les jeunes ménages; l'engagement de à l'armée devient pour eux la seule issue.

Dans notre travail parmi les chômeurs, nous devons donc attacher beaucoup d'importance au problème des jeunes .

Nos perspectives parmi les jeunes, c'est de lier à la jeunesse, tout le travail du Parti. Détacher des camarades adultes pour s'occuper de ce problème . Car pour s'occuper des jeunes, il faut consacrer beaucoup de temps - il faut avoir avec eux un contact constant et toujours leur donner des choses qui les intéressent .

L'état actuel de la fédération, ne nous permet pas d'entreprendre ce travail pour l'ensemble de la fédération. Je pense qu'il faudrait commencer par faire revivre la section J.P. de Dottignies; - celle de Tournai et faire fonctionner celle de Deux-Acres .

Les A.B.S. - comptent 500 membres . L'activité des A.B.S. est surtout l'organisation de soirées de cinéma. En général les A.B.S., en dehors de Tournai - Ville et de Warchin - font faire leur travail par l'intermédiaire des sections du Parti .

Solidarité : n'est organisé qu'à Warchin qui groupait 244 membres en 1952 .

On est parvenu à constituer un bon comité Rosenberg à Warchin, avec diverses personnalités.- A Warchin, la collecte faite avec Solidarité a rapporté 10.000 frs .

A Rumes, une collecte de signatures pour les Rosenberg a été organisée .

Pour ce qui concerne l'organisations des Femmes pour la Paix et le Bien-être.- Les femmes de Tournai ont fait un certain travail pour la libération des soldats de Casteau, emprisonnés .

Pour la collecte de vêtements pour les sinistrés de la côte, et pour la participation au Meeting du 8 mars .

Il faudrait maintenant les mettre au travail pour l'organisation des vacances enfantines en accord avec l'organisation "Mère et enfant" de la Mutuelle, dont l'effectif est d'environ 600 membres .

Il y a moyen, pensons-nous, de mobiliser quelques femmes pour réaliser cet objectif .

Pour ce qui concerne les organisations de Résistance : Nous avons des positions au P.P. d'Ath. Nous sommes parvenus à prendre en main la rédaction du petit bulletin régional

Des contacts sont établis avec la fédération de Charleroi, et Cornet est invité à venir demain à la réunion régionale, qui discutera notamment de la revision des statuts de la C.N.P.P.A.

Nous avons aussi des positions aux P.A. d'Ath - avec Defromont , Spitaels.

Nous sommes parvenus à faire faire une manifestation le 3 septembre dr. avec la participation des combattants, des invalides, des P.G. et des réfractaires - sous les mots d'ordre contre le réarmement de l'Allemagne et contre l'incivisme .

Le front commun qui avait été constitué pour cette manifestation, n'est pas parvenu à se réunir de nouveau. Deux essais infructueux ont été tentés par le Président des P.A.

Notre tâche est d'examiner dans le plus bref délai de faire revivre ce front commun des organisations de résistance, notamment, en ce qui concerne la lutte contre l'Armée Européenne .

A Tournai, nous n'avons rien au P.P. -Le cam, Dubois est secrétaire régional du F.I.

Une réunion pour constituer l'Union de la Résistance a eu lieu dans le courant du mois de février.- Nous ne sommes pas parvenus à faire voter un ordre du jour contre le réarmement allemand,- l'assemblée a seulement voté un ordre du jour contre la Loi Degryse .

A Ath et à Tournai , il nous appartient de faire un gros effort dans la lutte contre le réarmement de l'Allemagne.

Le Parti :

Pour ce qui concerne le Parti dans son ensemble à notre grande faiblesse est notre manque d'attache dans les entreprises et au syndicat , -

- Notre manque de liaison avec les entreprises et les délégués syndicaux .

Il y a une amélioration dans notre travail à l'entreprise et au syndicat. La constitution de la cellule Carton à Tournai est très importante. Car pour Tournai c'est dans la m^e tallurgie que nous pourrions développer le Parti et trouver les cadres prolétariens qui nous sont nécessaires.

Nous connaissons dans la classe ouvrière et aussi parmi les membres du Parti, un courant économiste . L'usine n'est pas faite pour faire de la politique,- nous avons les sections, locales pour cela .

En nous battant exclusivement sur le plan économique, nous avons beaucoup plus de mal à nous différencier des réformistes devant la classe ouvrière . L'exemple nous a été donné avec la question des 2 frs de l'heure, posée par le S.U.- Nous apparaissions comme des gens qui faisons de la surenchère dans le domaine revendicatif. Quand les socialistes demandent 0.50 - nous demandons 1 franc.- Le socialistes utilisent cet argument contre nous . De cette façon, les ouvriers nous considèrent comme des socialistes de gauche.- Ils disent que nous avons raison mais que nous ne sommes pas assez fort pour qu'ils nous suivent.

L'erreur, c'est de suivre les économistes et ne pas donner la perspective d'un changement de régime, par la lutte politique. Briser l'économisme nous donnera la possibilité de sortir de la confusion qui existe ~~encore~~ ce qui concerne la section syndicale et la cellule d'entreprise .

Nous avons dans la région 7 délégués syndicaux. La direction fédérale se doit d'avoir des contacts réguliers avec

eux, soit ensemble, soit par secteur d'industrie, et d'avoir des contacts avec eux avant les assemblées syndicales .

Quand le Parti aura pris pied dans les entreprises et les syndicats, nous aurons fait un grand pas en avant dans l'effort du Parti de se lier avec les masses .

Le retrait du cam. Drumeaux comme responsable de la propagande eut pour conséquence de ralentir l'effort de propagande dans la fédération .

Dans le domaine de la diffusion de la Presse, nous sommes toutefois parvenus à augmenter la diffusion du D.R.-Dimanche.

Cette augmentation s'élève actuellement à 300 numéros par rapport au mois de mars 1952,- et à 50 numéros par rapport au mois de janvier 1953.

On ne peut pas dire que le progrès est sensationnel,- mais on peut dire qu'il y a tendance constante à la hausse, et que cette tendance sera maintenue .

Lors de la dernière vente spéciale, nous sommes parvenus à dépasser les ventes spéciales précédentes de plus de 600 numéros.- Sur 43 sections, nous en avons maintenant 36 qui vendent le D.R.D. - Quatre d'entre elles ont été mises au travail depuis le début de l'année.

L'influence du Parti a tendance à augmenter, car les travailleurs constatent dans les faits qu'ils sont victimes. Les élections communales ont marqué cette augmentation de l'influence du Parti.

Sur 12 cantons,- 11 ont augmenté le chiffre de voix de 1950 .

Dans deux localités nous avons consolidé nos positions de 1946.

L'expérience démontre que c'est dans les sections où il y a eu contacts avec la population que les résultats ont été les meilleurs .

Quant aux effectifs du Parti, ils sont en augmentation.

En 1952 - nous avons 1265 membres inscrits.

En mars 1952 - nous avons 1012 cartes renouvelées.

En mars 1953 - nous avons 1279 cartes renouvelées.

Le pourcentage des syndiqués est de 65 % .

Le pourcentage des jeunes de moins de 25 ans est de 4;4 % .

Nous avons 7 sections de plus de 50 membres .

Il y a 12 sections de moins de 15 membres.

En ce qui concerne les cadres, la fédération est pauvre . Il n'existe pas de travail collectif de la part du Comité fédéral .- Les membres du Comité Fédéral n'ont pas encore suffisamment acquis le sens de leur responsabilité .

Nous devons corriger cette situation en prenant chaque membre du Comité Fédéral et voir avec lui comment le mettre au travail .

Le nouveau Comité Fédéral qui doit sortir du Congrès doit être choisi parmi les camarades jeunes; nous devons suivre dans ce domaine une politique hardie de cadres.

Nous avons quelques jeunes cadres qui montent: Martinet de Bernissart; Marlot de Blaton; Housez de Rumes; verschilde de Dottignies; Leriche de Pottes; Van Crayenest de Warchin; Delcourt de Tournai .

Les directions locales, à l'exception de quelques sections, ne font preuve d'aucune initiative .- On peut considérer qu'une dizaine douzaine de sections seulement ont une certaine vie politique.

Il faut être souvent sur place pour orienter le moindre détail du travail de nos sections.

Alors se pose avec insistance le problème de la liaison entre la direction fédérale et les sections; cela n'est pas facile car les agents de liaison manquent souvent eux-mêmes de formation .

La grosse faiblesse dans notre travail, c'est le manque de contrôle des tâches .

Ce contrôle peut se faire dans la mesure où les liaisons sont bien assurées .

Nous devons nous appliquer à faire monter la critique de la base, en vue d'améliorer notre travail .- Mais la critique de la base est liée au fait des multiplications des contacts entre la fédération et les sections locales .

La préparation du Congrès Fédéral crée l'émulation entre les sections; le travail commence à se développer.

Il y a certainement dans la fédération des conditions objectives qui permettent le développement de l'action, et partant du parti et des organisations de masses.

La situation financière de la Fédération a reçu ces derniers temps des coups très durs, auxquels il a été impossible de parer dans l'immédiat.

Dès le mois d'Octobre dernier un cri d'alarme a été lancé aux sections. Déjà à cette époque, il apparaissait que la fédération connaissait un déficit de 2.150 frs mensuellement, sans qu'un centime puisse être dépensé pour la propagande.

Fin novembre, des mesures ont été prises pour améliorer la situation financière.

- 1° campagne de soutien,
- 3° organisation d'une tombola fédérale.

Sur cette base, les prévisions budgétaires pour 1953, résorbaient le déficit de 2/3, et permettaient la création d'un poste de propagande.

La tombola fédérale n'a pas été organisée - les camarades ayant accueilli ce projet sans enthousiasme et même, par certains, avec hostilité.

Par contre, les appels au soutien, ont donné fort bons résultats.

Alors que pour les 11 premiers mois de 1952, il ne rentrait à la fédération que 100 frs de soutien en moyenne, par mois, - pour décembre et les deux premiers mois de l'année cette moyenne s'est élevée à plus de 1600 frs.

Malheureusement, ce progrès a été entièrement neutralisé par une série de "tuiles" qui se sont succédées à un rythme accéléré en l'espace de trois semaines.

- 1)- les sous-locataires de l'immeuble que nous occupions sont tous partis en même temps, nous laissant sur le dos, pendant trois mois, 2.200 frs. de loyer à payer intégralement.
- 2)- Les cinémas de Tournai ont supprimé leur publicité à la presse, - soit 1000 frs de rentrées en moins par mois.

- 3)- Elle-même avec des difficultés financières, la Mutuelle a supprimé son subside mensuel direct de 1500 frs,- et son subside indirect consistant en fournitures gratuites de papier, stencils, etc...
- 4)- Enfin, contrairement à des prévisions qui semblaient fondées, le cam. A. Delrue n'a pas été désigné comme échevin,- ce qui signifie une autre diminution de rentrées de 1000 frs par mois.

Comment parer à cette situation ?

- 1) La fédération a déménagé, et s'est installée dans un nouveau local dont le rez-de-chaussée, est un café.
Les frais de loyer sont ainsi ramenés à 800 frs - et 20 % des bénéfices sur la vente de bière entreront chaque mois dans nos caisses.
- 2) Organisations de fêtes.
La proposition sera émise au Congrès de consacrer un dimanche de Mai ou de Juin au soutien du Parti, par l'organisation de fêtes dans les sections.

Actuellement, notre déficit mensuel est exactement le même qu'en 1952.

Les dettes de la fédération à des tiers, s'élèvent à 8.200 frs - contre 10.000 frs en Octobre.

Envers le Centre: à environ de 7.000 frs- contre 10.500 frs. à la mi-novembre 1952.

Je donne un chiffre approximatif, car nous avons procédé au renvoi d'un certain matériel, et nous ignorons encore le décompte qu'il représente exactement.

Il s'agit ici de dettes anciennes.

La résorption des dettes est actuellement stoppée, en raison des charges très lourdes qui ont pesé sur nous ces derniers mois.

Depuis 1951, lors de la présentation du précédent rapport devant le Bureau Politique,- il y a une amélioration dans le domaine des actions.

- Il y a eu l'action : république - à Tournai où nous avons manifesté malgré l'interdiction.

- Il y a eu l'action contre la venue de Moreau-de Melen.

- Il y a eu l'action contre la fermeture de Dumon-Duquesne, avec des faiblesses, bien sûr, mais il y a eu des actions.

Dans le domaine de la diffusion de la presse, il y a tendance constante à la hausse .

Nous sommes parvenus à assainir l'atmosphère dans le S.U. de la Pierre, aussi bien à Lessines, qu'à Tournai.

Nous sommes parvenus à politiser plus les activités de la Mutuelle, et à augmenter ~~ses~~ effectifs .

Nous sommes parvenus à reprendre des positions aux P.P. d' Ath , - et aux P.A. d'Ath .

Nous sommes parvenus à faire désigner un communiste comme secrétaire régional du F.I. à Tournai.

Nous avons amélioré notre travail parmi la paysannerie .

Au point de vue effectif du Parti - nous avons une nouvelle section à Rume , - une à Estaimpuis, - nos effectifs sont en progression .

Il existe donc des conditions objectives pour le développement du Parti dans le Tournaisis.

Il y a, dans les erreurs commises, les faiblesses constantes dans le travail; une responsabilité collective du Comité Fédéral et du secrétariat , mais plus particulièrement du Secrétaire Politique fédéral .

Je ne suis pas parvenu à faire travailler l'ensemble du Comité Fédéral. Il y a bien une amélioration dans ce domaine; nous avons pu faire tenir des réunions par les cam. Fion, Verschilde et Leriche.

Je ne suis cependant pas parvenu à faire prendre conscience de leur responsabilité, les membres du Comité Fédéral; j'aurais dû expliquer patiemment à chaque membre du C.F. qu'il devait jouer un rôle dirigeant dans la fédération.

J'ai trop négligé le contrôle des agents de liaison.

J'ai trop souvent fait preuve de faiblesse devant les arguments des camarades, qui voulaient justifier leur carence? J'hésite à leur donner des tâches.

J'ai parfois l'impression que le Centre du Parti exige trop, pour les forces dont nous disposons.

J'ai l'impression de toucher un peu à tout, et de ne rien réaliser .

L'erreur que je commets, c'est de ne pas étudier comment il est possible d'adapter à la fédération, les tâches qui nous sont données.

Il faut dire aussi que très souvent, je n'ai pas eu le temps de penser,- je transcris pour en bas, les directives venues d'en haut .

Depuis le dernier rapport au Bureau Politique, il y a quelques résultats,- mais de loin insuffisants .

A. BONENFANT .

DECISIONS

- 1) Trouver pour fin juin un bon militant pour la direction nationale JPB
- 2) Dans le courant de l'été réétudier au B.P. le problème de la jeunesse
- 3) Au début automne, mettre sur pied une conférence nationale pour examen problème de la jeunesse avec 4 délégué par fédération, le resp.rég.JPB le secrétariat nat.JPB et une délégation du B.P. du Parti.
- 4) G.Glineur et Vandenboom verront Taillard au sujet de la dette de la Voix de l'émigré. Du subside que le P. doit encore pour ce journal il sera versé 3.000 frs pour anciennes dettes.
- 5) Pour la sortie d'un journal flamand du M.B.P. le Parti versera un soutien de 10.000 frs (7.500 pour le 2e trimestre et 2.500 pour le 3e trim.) a condition de tirer à 1.000 exemplaires.
- 3 bis) Faire désigner dans chaque fédération un militant de premier plan pour être responsable JPB (dans les fédérations où un tel militant n'existe pas encore).
- 3 ter) Réunion Van Hoorick, Herssens, Glineur, Joye pour fixer les mesures et délais pour articles de presse sur le problème des jeunes.
- 6) Sur les élèves qui ont terminé l'Ecole Centrale :
 - Le B.P. doit prendre décision en ce qui concerne Renard et Bonet
 - Fuyaux rentre à la fédération de Charleroi, non permanent, avec proposition de militancy à la JPB.
 - Catry rentre dans sa fédération de Courtrai, non permanent, avec proposition de devenir membre du secrétariat fédéral.
 - Mariette Thonet proposée comme permanente des Amitiés Belgo-Hongroises.
- 7) Convoquer au secrétariat Borremans, ^{Laurent &} Van Praag et Dispy pour emploi de Dispy et son remplacement à la fédération.
- 8) Decraeker devient permanent du Fl.Orient pendant la période où Verdoodt vient à l'Ecole Centrale. Decraeker ne participera pas à l'Ecole Centrale.

B.P. du 28.3.53.

Présents : Lalmand, Terfve, Van Hoorick,
Borremans, G.Glineur, Herssens,
De Coninck, Burnelle, Van den Boom.

Ordre du jour :

I./ ORGANISATION DU 1er MAI 1953 :

Van Hoorick introduit la question :

- a) rappel du 1er mai 51
- b) rappel du 1er mai 52 - autre orientation que l'année précédente .

Quelle orientation pour 53 ?

Profiter de cette journée : pour développer le travail unitaire et faire monter les mots d'ordre de combat des usines. Mais ne pas être pris au dépourvu comme ~~52~~ en 52 ~~en~~ à Verviers; donc préparer nos propres manifestations avec :

S.U. - Pensionnés - J.P.B. - Pionniers.

faut-il aller plus loin ? Je ne le pense pas.

Pour les R.F.P., voir régionalement les cas de participation possible.

Lier la volonté d'unité d'en bas à la diffusion de la brochure populaire.

Faire voter ordres du jour ~~aux~~ des entreprises, des quartiers, des délégations vers F.G.T.B. et P.S.B. pour marquer la volonté des ouvriers de voir se dérouler des manifestations unitaires.

Mots d'ordre pour calicots : propose que secteur agit-prop. fasse propositions au B.P. dans 8 ou 15 jours.

Dresser listes de nos manifestations, fêtes, meetings.

Déclencher campagnes de meetings pour préparer le 1er mai.

Nationalement, édition d'un n° spécial gratuit D.R. à 100.000 ex.
édition d'une affiche avec dessin.

BURNELLE : ne pas conseiller des manifestations trop mécaniques. D'habitude on envoie des lettres aux socialistes on sait qu'on ne les aura pas dans des manifestations unitaires, l'essentiel ce sont les mots d'ordre qu'il faut faire monter vers les manifestations et être attentif pour que le Parti réponde , on créera un courant vers notre manifestation. Il y aura beaucoup de curiosité pour nos cortèges donc prévoir des choses spectaculaires. Conseiller nos camarades pour mieux mobiliser. peu de mobilisation dans le S.U. Voir maintenant comment ils peuvent faire meetings préparat. 1er mai, les lier aux revendications actuelles.

Mots d'ordre :

les examiner au B.P. samedi prochain, les trouver dans la brochure populaire plus notre attachement à l'U.S. et l'hommage à Staline.

Accorder grosse importance aux meetings préparatoires et à l'aspect de nos manifestations ; voir à concrétiser chacun des mots d'ordre par groupe, char, etc...

Liste des manifestation pour désigner orateurs nationaux.

D.R. gratuit partir avant 15/4.

Affiche : projet prêt pour samedi prochain.

Préparer un schéma de meetings.

Une directive : semaine prochaine.

BURNELLE : revendiquer les manifestations uniques, c'est utopiques, c'est contrarier les discussions unitaires dans les entreprises.
Limitons -nous aux mots d'ordre.

LALMAND : 2 éléments caractérisent la situation -
courant unitaire ;
son développement.

réunions d'usine : accord sur mots d'ordre, se battre pour manifestation unique,
et dans certains cas précis, voir manifestation organisée par l'entreprise.

Ce serait inadmissible que de ne pas montrer la volonté ouvrière de voir une manifestation unitaire se dérouler en n'allant pas plus loin que l'accord sur les mots d'ordre.

GLINEUR : ne voit pas si dans une entreprise on est d'accord sur les mots d'ordre que l'on ne poserait pas la question de la manifestation unique en vue de commencer à réaliser ces mots d'ordre.

LALMAND : ce qu'il faut voir, c'est l'action des communistes pour refléter dans les manifestations les moyens de transformer dans la pratique les mots d'ordre sur lesquels on s'est mis d'accord.

2./ LE COMPROMIS SUR L'ASSURANCE MALADIE INVALIDITE.

Venden Boom introduit la question.

le passé : l'action commune a ce qu'elle a demandé,
rien de changé pratiquement.

Grands et petits risques :

L'action : on examine nouveau critère
d'attribution des subsides.

Salaires hebdomadaires garantis : être très prudent car ce n'est
pas si intéressant pour les ouvriers avec ce qui l'entoure
(donne des détails)

on va vers le retrait du prévis de grève,
il sera difficile pour nous de les maintenir.

Propose :

d'être vigilant
de fixer un délai
de continuer la campagne d'explications, de clarification.

GLINEUR : croit que le D.R. de ce jour ne met pas l'accent sur
l'essentiel de l'arrêté.

BURNELLE: les socialistes vont essayer d'accentuer le brouillard -
bien expliquer.
Conseiller aux ouvriers de se réunir pour examiner les
résultats.

TERFVE : le compromis n'est pas aussi apparent dans ce cas en
raison de ce qui entoure les décisions. Comment les
dirigeants syndicaux vont-ils présenter la question.
Assemblées ouvrières en disant ce n'est pas le déficit qui
règle la question, mais le retrait de l'arrêté Van den
Daele.

LALMAND : un communiqué du B.P. doit paraître lundi matin -
continuer à élargir le problème
expliquer en quoi consiste la manoeuvre
nous saluons résultats obtenus, positifs,
mais revendication essentielle : retrait arrêté
Van den Daele,
pas obtenue.

Aucun engagement dans ce sens, maintient de l'arrêté et
supposition que les socialistes l'accepteront finalement.

Aller au devant de l'argument : rien n'est changé !
et la chasse aux abus !

L'attitude des négociateurs socialistes ne correspond
pas à l'attitude des ouvriers
lorsqu'ils se sont réunis pour discuter sur le préavis.
Provoquer des assemblées ouvrières (mais faut-il dire

avant reprise du trav.!)
pour envisager mesures à prendre,
pour imposer sans délai le retrait de l'arrêté.

DECISIONS

- 1) remise à huitaine de l'examen du subside accordé à la fédération Borsaine.
- 2) sortir un N° spécial gratuit du DR à 100.000 ex avant le 15/4 pour préparer le 1er mai.
- 3) Editer une affiche nationale avec dessin pour 1 mai.
- 4) préparer un schéma de meeting.
- 5) rédiger et envoyer une directive aux fédérations.